

PR LYES RAHAL (DIRECTEUR DE L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE)

« Il faut éradiquer l'épidémie du coronavirus avant l'automne »

P3

IL A REJOINT L'ALN À L'ÂGE DE 15 ANS

DÉCÈS DU MOUDJAHID DAHLOUK ALI DIT LEMNAOUAR

P16

SITUATION EN LIBYE

Le MDN dément des "allégations fallacieuses" attribuées à Chanegriha

P3



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

Un record de 675 nouvelles contaminations

P3



Régions

MÉDÉA
67 foyers d'incendies enregistrés en l'espace de dix jours

P6

L'ancien ministre Lamine Bechichi n'est plus

P16

COMMERCE

Les soldes pour l'été 2020 annulés

P2

ALGÉRIE POSTE

Réaménagement des horaires d'ouverture des bureaux

P2

EVOCATION

L'Opep rend hommage au défunt Belaïd Abdesselam

P16

International

SABRI BOUKADOUUM (MINISTRE DES AE)

Des "comportements" risqueraient de diviser la Libye

P9



Brèves

ALGÉRIE POSTE

Réaménagement des horaires d'ouverture des bureaux

Toutes les dispositions ont été prises par Algérie Poste en prévision de la fête de l'Aïd El Adha, dont un réaménagement des horaires d'ouverture des bureaux de poste à partir de ce jeudi jusqu'au 30 juillet prochain, afin d'accueillir le citoyen dans les meilleures conditions possibles, a indiqué une responsable d'Algérie Poste. Il s'agit de l'ouverture demain vendredi de plus de 50 % des bureaux de poste qui connaissent une grande affluence des citoyens dont les horaires sont répartis comme suit : de 8h à 12h pour les régions du Nord et de 7h à 11h pour les régions du Sud, a indiqué à l'APS Imene Tourmi, directrice centrale de communication à Algérie Poste.

Une autre disposition a été également prise, en l'occurrence l'élargissement du temps de travail de 2 heures pour l'ensemble des bureaux de poste au niveau national à partir de ce jeudi jusqu'au 30 juillet prochain, a-t-elle ajouté, soulignant que ces mesures visent à diminuer la pression constatée ces derniers jours au niveau des bureaux de poste notamment dans le cadre de la lutte contre le coronavirus (Covid-19).

Mme Tourmi a, en outre, rassuré quant à la disponibilité de la liquidité au niveau de l'ensemble des établissements postaux à travers le territoire national. "Algérie Poste a pris toutes les dispositions afin d'assurer la disponibilité de la liquidité au niveau de l'ensemble des établissements postaux", a-t-elle affirmé, annonçant, dans ce sens, l'installation par AP de cellules ayant pour mission de veiller sur la disponibilité des deniers.

Par ailleurs, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Ibrahim Boumzar, a révélé, jeudi, lors de son passage au JT de la Télévision publique, que 66 milliards de dinars ont été retirés cette semaine des bureaux de poste, avec une moyenne de 11 à 14 milliards par jour.

Le ministre a également déclaré que ce montant était considéré comme élevé par rapport aux mois précédents, indiquant qu'avec l'approche de la fête de l'Aïd El Adha, les bureaux de poste subissent une forte pression.

R.N

BARRAGES

Ensemencement de 1,5 million d'alevins du sandre

Une opération d'ensemencement du sandre, touchant 1,5 million d'alevins, a été réalisée à Ain Defla et six autres wilayas pendant la période de reproduction de ce poisson, a-t-on appris jeudi du directeur local de la pêche et des ressources halieutiques.

Lancée en mai dernier, cette opération a concerné 1,1 million d'alevins à Ain Defla et 400 000 autres au niveau des wilaya de Mostaganem, Jijel, Sidi-Bel-Abbes, Relizane, Djelfa et Tissemsilt, a indiqué Samer Djilali, qualifiant l'opération de "première à l'échelle nationale". Réalisée en collaboration entre la Direction de la pêche et des ressources halieutiques de Ain Defla, l'université Djillal-Bounaâma de Khémis Miliana et un investisseur privé disposant d'une écloserie au douar Ouled Belkacem de Djendel (sud de la wilaya), cette opération vise à consolider la production aquacole du pays au regard des valeurs nutritives et commerciales "avérées" du sandre. "L'opération d'ensemencement en question a trait à une insémination artificielle et non pas celle se déroulant selon la voie génitale naturelle", a précisé M. Samer, signalant que pour ce qui est de Ain Defla (1,1 million d'alevins), 800 000 unités ont été ensemencées au niveau du barrage de Sidi M'hamed Bentaïba (commune d'Arris) et 300 000 autres au barrage de Deurder (commune d'El Mayenne).

Au sujet de l'intégration de l'aquaculture à l'agriculture, M. Samer a mis en exergue l'intérêt écologique de l'opération, laquelle, a-t-il souligné "se traduit par une baisse sensible de l'utilisation des engrais et des pesticides". "Les rendements agricoles issus des parcelles irriguées en eau piscicole sont supérieurs à ceux issus des parcelles irriguées directement des bassins de forage, d'où l'importance de l'intégration de l'aquaculture à l'agriculture", a-t-il noté. Une fois adulte, le sandre, également appelé le merlan d'eau douce, se nourrit d'autres espèces et peut atteindre une taille maximale de 90 cm pour un poids de 15 kg, selon les spécialistes vus dans le poisson.

R.N

COMMERCE

Les soldes pour l'été 2020 annulés

Le ministère du Commerce a annoncé l'annulation des ventes en soldes pour l'été 2020, dans le cadre de la prévention de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, indique un communiqué du ministère.



Le ministère du Commerce informe tous les opérateurs économiques et commerçants de l'annulation des ventes en soldes pour l'été 2020", selon le communiqué du ministère publié sur sa page Facebook.

Cette décision intervient en application des mesures prises par le gouvernement pour protéger la santé du consommateur et réduire le risque de propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, souligne le ministère. Les soldes d'été sont organisés, généralement, du 21 juillet au

31 août pour offrir aux commerçants et opérateurs économiques la chance de relancer, voire de promouvoir leurs activités, et partant permettre au consommateur d'acquies divers types de marchandises et de services à moindres coûts.

L'opération de vente au rabais ou soldes est régie par les dispositions du décret exécutif du 18 juin 2006 fixant les conditions et les modalités de réalisation de ventes en soldes, de ventes promotionnelles, de ventes en liquidation de stocks, de ventes en magasins d'usines et de

ventes au déballeage, et sur décision des services de wilaya compétents. Face aux risques de propagation de la pandémie (Covid-19), la vente promotionnelle a été annulée pour cet été, sachant que le Gouvernement avait déjà pris plusieurs mesures dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus, en insistant sur l'impératif de respecter les mesures préventives.

A cet effet, les services du ministère du Commerce accompagnés de la force publique ont mené des opérations de contrôle de certains magasins et

locaux commerciaux au niveau de plusieurs quartiers et marchés, et recouru à la fermeture immédiate des locaux commerciaux, au retrait du registre du commerce et à l'imposition de sanctions financières à l'encontre de tout contrevenant aux lois et règlements en vigueur. Il s'agit pour les commerçants de l'obligation de respecter les protocoles de prévention sanitaire, notamment le port obligatoire du masque de protection et la distanciation physique à l'intérieur des magasins.

R.N

FÊTE D'AÏD EL ADHA

Plus de 2 000 vétérinaires mobilisés

Plus de 2 000 vétérinaires ont été mobilisés dans le cadre d'un dispositif d'encadrement sanitaire vétérinaire des points de vente autorisés ainsi que les structures d'abattage agréées pendant la période de l'Aïd El Adha, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

"Dans le cadre des préparatifs de la célébration de la fête de l'Aïd El Adha, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a mis en place un dispositif d'encadrement sanitaire

vétérinaire pendant la période de l'Aïd, et ce, au niveau des points de vente autorisés", a précisé le communiqué. Ce dispositif concerne également les structures d'abattage agréées qui seront ouvertes sur l'ensemble du territoire national le jour de l'Aïd, a souligné la même source. Ainsi, plus de 2 000 vétérinaires fonctionnaires sont mobilisés, en plus des vétérinaires praticiens privés, pour veiller sur la santé animale du cheptel et la préservation de la santé publique vétérinaire, a détaillé le document. "Les services vétérinaires sont ins-

truits d'accompagner les éleveurs et détenteurs d'animaux au niveau des points de vente et d'assister les citoyens lors du sacrifice rituel", a ajouté le communiqué. Aussi, ils contribueront en collaboration avec tous les autres services au respect des mesures de prévention édictées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19, et mettront à disposition des masques de protection, dans les limites de leurs possibilités, pour protéger les citoyens qui en sont dépourvus, a-t-on souligné.

R.N

EDUCATION NATIONALE (EXAMENS PROFESSIONNELS)

L'exploitation de la liste d'attente au titre de l'année 2019 autorisée

Le ministère de l'Education nationale a autorisé l'exploitation de la liste d'attente relative aux examens professionnels organisés au titre de l'année 2019, a appris l'APS d'une source au ministère. Cette autorisation vise à pourvoir aux postes vacants dans les limites du "besoin réel" en postes budgétaires et concerne ceux ayant obtenu une moyenne générale équivalente à 10 sur 20 ou plus, sans note

éliminatoire. Il s'agit des grades de directeur de lycée, directeur d'établissement d'enseignement moyen, directeur d'école primaire, censeur, conseiller principal de l'éducation, intendant principal, sous-intendant, intendant gestionnaire et sous-intendant gestionnaire. L'autorisation concerne également les postes de superviseur principal d'éducation, superviseur d'éducation, conseillers d'orientation et de

guidance scolaire et professionnelle (COGS), en sus des postes d'attaché principal de laboratoire, laborantins, inspecteurs des deux paliers primaire et moyen, toutes spécialités confondues et d'inspecteurs d'éducation nationale, toutes spécialités confondues. Pour rappel, le ministère de l'Education nationale avait organisé en juillet 2019, des examens professionnels pour 27 grades.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

Un record de 675 nouvelles contaminations

Encore un record, le porte-parole du Comité de suivi de l'évolution du coronavirus a annoncé hier 675 nouveaux cas confirmés, soit 58 contamination de plus que le précédent bilan.



Le nombre total des cas positifs à la covid-19 est porté à 2657. 12 patients ont succombé ces dernières 24 heures, contre 13 la veille, ce qui porte le total à 1 126 morts depuis le début de l'épidémie.

Ainsi, la tendance des contaminations est en nette hausse. Et les arrivants aux hôpitaux toujours en hausse, avec un nombre de lits, surtout en réanimation, constant ou en légère augmentation. Cette situation a fait réagir, crûment, le Pr Amin Salmi, chef du service réanimation du

CHU Mustapha. Pour lui, cette situation risque d'amener les médecins à faire des choix entre les malades : qui sera admis en réanimation qui ne le sera pas. Une situation vécue par d'autres pays à l'instar de l'Italie.

« Il y a des confrères qui sont touchés. Ce sont les conséquences du non-respect du confinement. On est en face de deux situations dramatiques. Le nombre de médecins est constant, le nombre de lits est le même. On risque de transformer une situation encore gérable et basculer

dans une réelle catastrophe. C'est-à-dire une situation où l'on sera obligé de faire le choix : réanimer qui et laisser qui ? Ce que l'on ne souhaite pas », a déclaré le Pr au site d'information TSA. Pour lui, La responsabilité d'une telle situation incombe à ceux qui ne respectent pas les règles de préventions, qui ne représentent qu'une minorité : « Cette minorité, par son comportement, suffit à contrebalancer l'effet positif », ajoute-t-il.

Aziz T.

PR LYES RAHAL (DIRECTEUR DE L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE) « Il faut éradiquer l'épidémie du coronavirus avant l'automne »

Le directeur de l'Institut national de santé publique (INSP) et membre du Comité de surveillance et de suivi de l'évolution du Coronavirus, Pr Lyes Rahal, a estimé, ce jeudi, qu'il faut travailler dès maintenant pour essayer de « contenir » l'épidémie du coronavirus (covid-19) et de l'« éradiquer de notre pays avant l'arrivée de l'automne ».

S'exprimant dans l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio nationale, pour le Professeur Lyes Rahal, le port du masque, le respect de la distanciation sociale et le respect des mesures barrière sont devenus plus que jamais nécessaires pour contrôler la propagation du Coronavirus.

Précisant qu'il faut « travailler davantage sur la communication pour faire adhérer la population aux mesures préventives », il a rappelé

qu'il y a un décret exécutif et une loi « qu'il faut absolument appliquer pour le port obligatoire du masque ».

Rélevant que « nous sommes devant un phénomène qui touche toute la planète » et pour le combattre efficacement « on doit être vigilant, solidaire et uni », le directeur de l'INSP a estimé « qu'il faut travailler dès maintenant pour essayer de contenir cette épidémie et de l'éradiquer de notre pays avant l'arrivée de l'automne ».

Selon le Pr Rahal, l'objectif important est de faire sortir l'épidémie des structures hospitalières et ensuite, agir selon les résultats des enquêtes épidémiologiques dans l'identification des cas confirmés et des cas probables positifs. Evoquant les efforts et les sacrifices consentis par le personnel soignant, l'intervenant a

rendu hommage aux soldats en blouses blanches qui ont fait preuve, et ce depuis des mois, de combativité et de sacrifice malgré toutes les difficultés qu'ils ont rencontrées. « On doit protéger d'avantage nos médecins, la ressource humaine est beaucoup plus importante que les structures hospitalières », dit-il. Commentant la pénalisation des agressions de personnels soignant des structures de santé, le directeur de l'Institut national de santé publique estime que protéger l'équipe soignante est un élément très important, notamment dans cette lutte contre la COVID 19. « Nous saluons cette initiative. Réellement, nous sommes fiers de la décision du président de la République de protéger davantage le personnel de la santé », a-t-il conclu.

R.N/S : Radio nationale

ALGÉRIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

Rapatriement de 3 699 Algériens depuis le 20 juillet

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif, a fait état jeudi du rapatriement de 3 699 citoyens sur un total de 9000 concernés par la deuxième opération, entamée le 20 juillet en cours.

"A ce jour, 23 juillet, 3 699 citoyens ont été rapatriés du Royaume d'Arabie Saoudite, de France, d'Espagne et d'Italie, sur un total de 9000 concernés par la deuxième opération", a précisé à l'APS Benali Cherif qui a fait état de "la poursuite des rapatriements et de l'accueil des citoyens dans des établissements hôteliers réquisitionnés dans nombre de wilayas du pays pour leur hébergement durant la période de confinement sanitaire".

Par ailleurs, un communiqué du ministère de l'Intérieur a indiqué que la nouvelle opération, qui a été lancée mardi 21 juillet, va permettre à 11 084 Algériens, se trouvant répartis dans 23 pays, de revenir dans leur pays.

Le porte-parole des AE, lui, a rappelé que la première opération, organisée entre mars et juin derniers, avait permis le rapatriement de 13 841 citoyens bloqués à l'étranger. Soulignant que 30 vols et deux traversées maritimes ont été prévus pour cette deuxième opération, il a fait savoir que "les rapatriements se feront à partir des ports et aéroports de 14 pays d'où seront également rapatriés des Algériens bloqués dans des pays limitrophes, que les représentations diplomatiques et consu-

laire se chargent, quand cela est possible, de leur transfert".

"D'autres programmes sont en cours de préparation pour le rapatriement du reste des citoyens bloqués dans 80 pays de par le monde", a assuré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Vu la situation exceptionnelle que traverse le monde en raison de la propagation de la pandémie Covid-19 et la fermeture par plusieurs pays de leurs frontières aériennes, maritimes et terrestres, cette opération a requis, a-t-il expliqué, "d'intenses contacts et négociations afin de réunir les conditions et les services nécessaires à la réussite des rapatriements".

R.N

Brèves

MORT D'UN ALGÉRIEN EN BELGIQUE

L'Algérie exige toute la lumière sur l'affaire

L'Algérie veille à ce que toute la lumière soit faite sur l'affaire de la mort du ressortissant algérien Kadri Abderrahmane Ridha dit Akram en Belgique, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"Le dossier de la mort du ressortissant algérien Kadri Abderrahmane Ridha dit Akram, à Anvers en Belgique, en date du 19 juillet 2020, dans des conditions qui restent à élucider et qui a suscité l'émotion et la compassion des Algériens aussi bien en Algérie qu'à l'étranger, est suivi à l'évidence de près par les hautes autorités de notre pays", lit-on dans le communiqué.

"Nos représentations diplomatique et consulaire à Bruxelles se sont mises en contact avec la famille du défunt et les autorités administratives, policières et judiciaires du Royaume de Belgique, dès qu'elles ont eu connaissance de cette triste nouvelle.

Notre ambassade ainsi que notre Consulat général à Bruxelles sont instruits à l'effet d'apporter toute l'aide et l'assistance nécessaires à la famille du défunt et de l'accompagner dans cette dure épreuve", poursuit le communiqué, soulignant que "l'Algérie exige et veille à ce que toute la lumière soit faite sur cette affaire et que toutes les zones d'ombre soient levées".

"Le ministère des Affaires étrangères tient à présenter ses condoléances les plus attristées aux membres de la famille du défunt", a conclu le communiqué.

R.N

SITUATION EN LIBYE

Le MDN dément des "allégations fallacieuses" attribuées à Chanegriha

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a démenti jeudi "formellement" des "allégations fallacieuses et infondées" propagées à travers les réseaux sociaux, attribuées au Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), à propos des évolutions récentes de la situation en Libye.

"Certains comptes et pages ont propagé, via les réseaux sociaux, des allégations fallacieuses et infondées, qu'ils attribuent à Monsieur le Général de Corps d'Armée, Chef d'Etat-major de l'ANP, à propos des évolutions récentes de la situation en Libye", indique le MDN dans un communiqué.

"Le MDN dément formellement ces rumeurs et affirme que ces propos mensongers, qui visent à semer le trouble et la discorde et à orienter l'opinion publique vers un alignement sur des agendas douteux, ne servent pas l'objectif louable et la position inamovible que l'Algérie a toujours veillée à honorer envers l'Etat Libyen frère.

Une position qui a été soulignée, à maintes occasions, par M. le président de la République, affirmant que l'Algérie est de tout temps à équidistance des parties libyennes en conflit, et privilégie un dialogue constructif inter-libyen qui aboutira à une solution politique durable, à même de garantir la stabilité et la prospérité au peuple libyen frère", ajoute le même source.

"Le MDN souligne également que "le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale est l'unique autorité constitutionnellement habilitée à statuer officiellement sur les positions de la République algérienne démocratique et populaire quant aux questions internationales et régionales sensibles", conclut le communiqué.

APS

Brèves

RETOMBÉE DU
CORONAVIRUS
DANS LE MONDE
ARABE

14 millions de
personnes risquent
la pauvreté

La pandémie de Covid-19, qui a révéélé de graves failles et vulnérabilités dans les sociétés, les institutions et les économies du monde entier, risque de projeter quelque 14,3 millions de personnes dans la pauvreté dans le monde arabe, qui comptera ainsi plus de 115 millions de pauvres, selon l'ONU. Ce chiffre représente un quart du total de la population (436 millions) de la région, qui pourrait également connaître des pénuries alimentaires et des hausses de prix en raison de sa grande dépendance des importations des produits alimentaires, lit-on dans la Note de synthèse de l'ONU sur l'impact de la pandémie de Covid-19 dans le monde arabe, publiée jeudi. Dans une région où 14,3 millions de personnes étaient déjà au chômage, l'organisation internationale du travail (OIT) évalue des pertes équivalant à 17 millions d'emplois à temps plein au deuxième trimestre de 2020, ajoute-t-on de même source. Le rapport des Nations-Unies relève également que la région arabe a initialement maintenu les taux de transmission du virus et de mortalité inférieurs à la moyenne mondiale, mais les tendances récentes sont "préoccupantes", en particulier compte tenu de la fragmentation des services de soins de santé et de l'insuffisance des soins primaires dans de nombreux pays. La pandémie a également amplifié de nombreux défis vieux de plusieurs décennies, notamment la violence et les conflits, les inégalités, le chômage, la pauvreté, l'inadéquation des filets de sécurité sociale, et un modèle économique qui n'a pas encore répondu aux aspirations de tous. L'ONU estime, par conséquent, que les répercussions de la pandémie seront probablement profondes et durables. L'économie de la région devrait ainsi se contracter de 5,7%, tandis que l'économie de certains pays en conflit devrait reculer de 13%, soit une perte globale de 152 milliards de dollars.

INDONÉSIE
Un vaccin chinois
contre le Covid-19
bientôt testé

La société pharmaceutique nationale indonésienne Bio Farma a obtenu l'aval de tester, à partir du mois prochain, quelque 2.400 premières doses du vaccin contre le Covid-19 développé par la compagnie chinoise Sinovac, sur 1.620 volontaires, rapportent des médias indonésiens. La compagnie Sinovac a été choisie comme partenaire parce que les deux sociétés ont déjà collaboré dans le passé au développement d'un vaccin antipoliomyélique inactivé (VPI). Si les essais cliniques de la troisième phase sont probants, le vaccin serait prêt à être utilisé massivement au plus tôt début 2021. Dans ce cadre, le directeur général de Bio Farma, Honesti Basiyir, affirme que son entreprise pourra démarrer la production à grande échelle, à raison de 40 millions de doses par an. La capacité actuelle de production de vaccins de Bio Farma est d'environ 100 millions de doses par an et peut être portée à 250 millions. A ce jour, l'Indonésie compte plus de 90.000 infections au Covid-19, dont 50.255 guérisons et 4.459 décès dus au Covid-19.

VACCIN

Le Vietnam prévoit des essais sur les humains cette année

Plusieurs laboratoires vietnamiens travaillent actuellement pour préparer un vaccin contre le Covid-19 pour des essais cliniques sur les humains à la fin de cette année.

Le vice-ministre vietnamien de la Santé, Nguyen Thanh Long a déclaré mercredi que la fabrication de vaccins est "une priorité pour tous les pays, instituts de recherche et fabricants de produits pharmaceutiques, afin de parvenir à contrôler la pandémie de coronavirus". "Sans vaccin, il serait difficile de reprendre un cours normal de la vie. C'est un grand défi pour le monde et toute l'humanité", a-t-il souligné lors d'une conférence de presse, ajoutant que le Vietnam "doit trouver un vaccin qui puisse être prêt pour les essais cliniques humains d'ici la fin de cette année".

Le responsable vietnamien a fait savoir que les vaccins développés par quatre laboratoires vietnamiens, à savoir Vabiotech, le Centre de recherche et de production de vaccins et de produits biologiques (POLYVAC), l'Institut des vaccins et des produits biologiques médicaux (IVAC), et Nangen Pharmaceutical Biotechnology, ont montré des "résultats initiaux positifs". La date limite de fin d'année reste néanmoins difficile à respecter, Vabiotech ayant déclaré plus tôt



ce mois-ci qu'il tentait de raccourcir la recherche et la production afin que le vaccin soit prêt d'ici octobre de l'année prochaine. Pour accélérer la cadence des recherches, le ministère de la Santé avait déclaré qu'il réduirait le temps de traitement des procédures d'accréditation, des licences de circulation et des méthodes de suivi. Plus précisément, la documentation et le temps pour les procédures de surveillance et d'essai seront raccourcis et plusieurs étapes peuvent se dérouler en

même temps. Le Vietnam est l'un des 42 pays qui peuvent produire leurs propres vaccins pour leur programme de vaccination et est également l'un des 38 pays qui disposent d'une agence de gestion des vaccins répondant aux normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Actuellement, 163 vaccins contre le Covid-19 sont en cours de développement dans le monde, dont 23 sont en phase d'essais cliniques humains et 140, dont des vaccins

développés au Vietnam, en phase préclinique. Plus tôt ce mois-ci, des scientifiques russes ont déclaré que leur premier essai clinique s'était avéré sûr et que des volontaires avaient développé une réponse immunitaire. La Russie espère commencer sa phase finale de tests à la mi-août. Le Vietnam a enregistré 401 cas de Covid-19 mercredi, la plupart importés. Aucune transmission communautaire du nouveau coronavirus n'a été signalée dans le pays depuis plus de trois mois.

Le coronavirus dans l'air expiré est sans doute infectieux

Le coronavirus causant le Covid-19 a été retrouvé depuis des mois sur de multiples objets dans des chambres d'hôtel ou d'hôpital, ainsi qu'en suspension dans l'air, mais jusqu'à une étude prépubliée cette semaine, il n'avait jamais été démontré que les particules virales en aérosols étaient suffisamment intactes pour se répliquer et provoquer une infection.

Le virus transmis par des microscopiques gouttelettes dans l'air

Une équipe de l'université du Nebraska a pour la première fois réussi à faire se répliquer des particules de SARS-CoV-2 prélevées dans l'air de chambres de malades du Covid-19, dopant l'hypothèse selon laquelle le virus est transmissible non pas seulement par les postillons et les grosses gouttelettes émises par la toux et les éternuements, mais aussi par les microscopiques gouttelettes que nous rejetons lorsque nous respirons et parlons, et qui sont si légères qu'elles restent en suspension longtemps, en l'absence de ventilation. Les résultats sont préliminaires et n'ont pas été examinés par le comité de lecture d'une revue scientifique, qui

devra confirmer que la méthode employée par les scientifiques est valable. Ils ont été mis en ligne lundi sur le site medrxiv.org, où la communauté scientifique peut librement les commenter. Mais la même équipe avait prépublié en mars une étude montrant que le virus restait présent dans l'air de chambres d'hôpital de malades, et cet article-là va bientôt être publié par une revue scientifique, selon l'auteur principal. "Ce n'est pas facile", dit à l'AFP Joshua Santarpia, professeur au centre médical de l'université du Nebraska, à propos de la méthode pour collecter des particules virales dans l'air, à l'aide d'un appareil de la taille d'un téléphone portable. "Les concentrations sont faibles, on a généralement peu de chances de récupérer des échantillons utilisables".

"Le débat est devenu plus politique que scientifique"

Les chercheurs ont prélevé l'air dans les chambres de cinq patients alités, 30 cm au-dessus de leurs pieds environ. Les patients parlaient, quelques-uns toussaient. Les scientifiques ont réussi à collecter des microgouttelettes de moins de cinq microns de

diamètre contenant du virus, et même de moins d'un micron. Ils ont ensuite isolé le virus et l'ont placé dans un milieu spécial pour le faire se répliquer. Ils n'ont réussi à se faire répliquer avec certitude que trois des 18 échantillons, venant de gouttelettes d'un micron. Mais Joshua Santarpia en est sûr : "il se réplique en culture cellulaire et est par conséquent infectieux". La voie aérienne de transmission était considérée comme improbable au début de la pandémie par les autorités sanitaires de plusieurs pays et l'Organisation mondiale de la santé, qui estiment que la contamination directe (par postillons et gouttelettes directement projetés sur le visage) reste la voie principale de contagion. Mais l'OMS, sous pression des scientifiques, a reconnu le 7 juillet que des preuves émergeaient sur la transmission par l'air. "Le débat est devenu plus politique que scientifique, je crois que la plupart des infectiologues s'accordent à dire que la voie aérienne est une composante de la transmission, bien que nous débattons encore de son importance", dit Joshua Santarpia.

OMS
Les commentaires
de Pompeo sont "faux
et inacceptables"

Les propos du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, qui a accusé selon la presse britannique le directeur général de l'OMS d'avoir été "acheté" par la Chine, sont "faux et inacceptables", a répliqué jeudi le dirigeant de l'organisation onusienne. "Ces commentaires sont faux, inacceptables et sans aucun fondement", a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus lors d'une conférence de presse, en mettant en garde une fois de plus contre toute "politisation" de la pandémie de coronavirus. Selon le Times et le Daily Telegraph, le chef de la diplomatie américaine a attaqué violemment l'OMS mardi lors d'une rencontre à huis clos avec des députés britanniques à Londres. Selon ces sources, M. Pompeo a qualifié l'organisation de "politique", accusant le Dr Tedros d'avoir été "acheté par le gouvernement chinois", à qui il devrait son élection à la tête de l'OMS. Le secrétaire d'Etat américain a même imputé les "morts britanniques" du Covid-19 aux échecs de l'organisation et à ces marchandages supposés. Prenant la parole après le Dr Tedros, Maria Von Knerkove, experte de l'OMS, a déclaré que "en tant qu'Américaine, je n'ai jamais été aussi fière d'être membre de cette organisation. Je suis témoin direct du travail que fait le Dr Tedros et de ce que nos équipes font à travers le monde", a-t-elle déclaré. Depuis le début de la pandémie de Covid-19, signalée en Chine fin décembre, l'organisation a été régulièrement critiquée pour ses retards à l'allumage. Mais ce sont les Etats-Unis qui l'ont attaqué le plus violemment, la qualifiant de "marionnette de la Chine" et dénonçant la complaisance dont elle aurait fait preuve vis-à-vis de Pékin. Les Etats-Unis ont formellement lancé le 8 juillet leur procédure de retrait de l'organisation onusienne, mettant à exécution les menaces du président Donald Trump, qui avait annoncé ce retrait en mai, en pleine pandémie.

ENERGIE

Une feuille de route du secteur en cours d'élaboration

Une feuille de route du secteur de l'énergie est en cours d'élaboration dans le cadre de la relance économique du pays dont l'une des priorités sera l'accélération de la mise en œuvre des textes d'application de la Loi sur les hydrocarbures, a indiqué jeudi à Alger le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar.



Lors d'une réunion présidée par le ministre de l'Energie avec les hauts cadres du secteur, en présence du ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour, M. Attar a fait savoir que dans le cadre de la relance économique du pays, une feuille de route est en cours d'élaboration sous la direction d'un groupe de travail piloté par le ministère de l'Energie et comprenant un représentant de chaque organisme et entreprise du secteur.

Selon le ministre de l'Energie, cette feuille de route qui sera soumise au gouvernement, comprendra des actions avec des délais précis dont un compte-rendu mensuel de mise en œuvre sera également transmis au gouvernement.

Cette feuille de route comprendra la finalisation des textes d'application de la Loi sur les hydrocarbures.

"Sonatrach ne peut plus supporter à elle seule le poids en matière de développement, elle a besoin de partenariats. La loi de 2019 doit être mise en œuvre le plus tôt possible", a estimé M. Attar.

Il s'agit également, selon le ministre, de la relance des travaux d'exploration, du développement des gisements découverts, de la valorisation des ressources en terme de taux de récupération et du recentrage des activités de Sonatrach sur ses métiers de base. Sonelgaz également devra, a-t-il ajouté, externaliser plusieurs de ses activités.

De plus, cette feuille de route prendra en considération les politiques d'intégration nationale et la numérisation.

M. Attar a également évoqué la possibilité d'une nouvelle politique tarifaire énergétique concernant les grands consommateurs uniquement tout en priorisant le raccordement électrique "au profit de tout ce qui est créateur d'emploi et de richesse". Cette feuille de route aura également à intégrer la restructuration du programme de développement de l'énergie "pour donner une place plus conséquente à l'énergie renouvelable", selon M. Attar.

Il s'agit également de trouver un modèle de partenariat avec le ministère des Ressources en Eau dans le cadre des projets de dessalement nationaux.

Pour sa part, le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, a souligné la nécessité de moraliser la consommation énergétique dans le cadre de la transition énergétique.

"Nous gaspillons énormément, c'est la responsabilité de tous les départements ministériels et la responsabilité de la société", a-t-il estimé, notant la nécessité d'un travail pédagogique dans ce sens.

Selon M. Chitour, il ne s'agit pas de rationner mais de rationaliser la consommation d'énergie pour lutter contre la surconsommation, notamment s'agissant de carburant.

Il a en outre plaidé pour une justice énergétique et "une justice dans la répartition de l'eau".

"Nous sommes en stress hydrique. Il va falloir épargner l'eau", a-t-il indiqué. De plus, M. Chitour a fait savoir qu'une feuille de route traitant de l'économie d'énergie sera transmise à chaque département ministériel, avec comme principaux secteurs visés le transport, le tertiaire et l'habitat.

R.E

FRONT SOCIAL

Grève illimitée au port de Béjaïa

Les travailleurs du port de Béjaïa, affiliés à l'UGTA, ont entamé, jeudi, leur 4e jour de grève. Leur principale revendication : le départ « immédiat » du PDG de l'Entreprise du port de Béjaïa (EPB), Halim Kasmi.

Un rassemblement des travailleurs a eu lieu lundi 20 juillet en présence du secrétaire général (SG) de la Fédération nationale des travailleurs des ports (FNTP), du SG de la section de wilaya de l'UGTA et du bureau local.

À la suite de cette réunion, les travailleurs ont pris la décision d'observer une grève illimitée à partir du 20 juillet « jusqu'à la satisfaction de notre revendication légitime, à savoir le départ du PDG actuel » avec lequel les travailleurs ont formellement « interdiction de négocier », précise le syndicat de l'EPB.

Les grévistes, à travers leur représentation syndicale, réclament également l'installation d'une commission d'enquête sur la gestion de l'entreprise. « Je ne partirai que par voie réglementaire »

Le PDG de l'EPB a réagi, ce jeudi à la demande des travailleurs relative à son départ. « Le Conseil syndical demande mon départ sur des aspects qui ne sont pas légitimes.

Pourquoi ? Parce que les résultats de gestion sont là et sont très positifs », explique Halim Kasmi dans une déclaration à TSA.

« Nous avons maîtrisé la situation née de la crise du Covid.

La preuve, nous n'avons pas arrêté de travailler et toutes les mesures de prévention ont été prises.

Ils demandent mon départ sur des objectifs qui ne sont pas étayés et matérialisés. Bien au contraire, les indicateurs de gestion de l'entreprise sont tous au vert », se défend notre interlocuteur.

« Les travailleurs ont perçu toutes leurs primes. Ils sont très bien payés. Un employé de l'EPB a la meilleure grille de salaires au niveau de la wilaya de Béjaïa », soutient M. Kasmi. Il déplore que les représentants syndicaux n'aient pas répondu aux appels au dialogue lancés par la direction.

S'agissant de la demande pour son départ, M. Kasmi est catégorique : « J'ai été installé par voie réglementaire, et je ne partirai que de la même manière ». « Mon sort personnel va être décidé par le conseil d'administration », dit-il.

Le responsable dénonce « le caractère irrégulier du débrayage engagé par les travailleurs » à cause du non-respect des dispositions légales et appelle les travailleurs à retourner au travail. Selon lui, le débrayage pénalise l'activité portuaire « et crée des désagréments pour les opérateurs économiques et le trésor public algérien ».

Selon M. Kasmi, l'EPB a connu des pertes financières conséquentes depuis le déclenchement de la grève. « Je peux vous dire que nous avons perdu pas moins de 150 millions DA de chiffre d'affaires. Le Trésor public a également subi des pertes », affirme-t-il.

Source : TSA

USINE DE DESSALEMENT D'EAU DE MAGTAA

Le contrat TMM-Hyflux toujours en vigueur

L'entreprise singapourienne Hyflux affirme que Tahlyat Myah Magtaa (TMM), propriétaire de l'usine de dessalement d'eau de mer de Magtaa, en Algérie, a suspendu son préavis de résiliation du contrat d'exploitation et de maintenance (O&M) d'Hyflux avec l'usine.

La société Hyflux a indiqué dans un communiqué qu'elle a été destinataire hier d'une lettre dans laquelle est informé de la suspension des effets de l'avis de résiliation du contrat avec TMM en raison du maintien des discussions entre les parties

prenantes du projet, y compris TMM et Hyflux Operation & Maintenance Algérie EURL «HOMA».

En effet, à la date du 5 juin dernier, TMM a adressé un avis de résiliation du contrat avec sa filiale Hyflux, chargé de l'exploitation et de maintenance de l'usine de dessalement d'eau de Magtaa qui a une capacité de 500 000 M3/ jour.

L'avis de résiliation précisait que Hyflux operation & maintenance Algeria disposerait de 40 jours pour remédier à des défauts de paiement en vertu du contrat O&M. Si

Hyflux n'honorait pas ces paiements, TMM menace de mettre fin au contrat d'exploitation et de maintenance.

Ainsi, en référence à la déclaration de la société dans l'annonce du 5 juin 20 concernant l'impact de l'avis de résiliation s'il est mis en vigueur par TMM, avec le dernier développement comme indiqué ci-dessus, «aucun impact n'est désormais attendu sur la performance financière du Groupe pour l'exercice clos le 31 Décembre 2020 précise encore la société » affirme la société.

R.E

MANQUE DE LIQUIDITÉS À ALGÉRIE POSTE Ouverture vendredi de six bureaux de postes à Bouira

Six bureaux de poste ont été ouverts à Bouira pour permettre aux citoyens de la wilaya de retirer leur argent et pour alléger la pression provoquée depuis quelques jours par un manque de liquidité, a indiqué à l'APS le directeur d'Algérie Poste de Bouira, Mohamed Meziane.

"Nous allons mettre à la disposition de nos clients six bureaux de postes, qui seront ouverts vendredi de 08h jusqu'à midi (12h)", a expliqué M. Meziane. Selon les détails fournis par le même responsable, deux bureaux de postes seront ouverts au chef-lieu de la wilaya, un à Lakhadaria, un à Ain Bessam, et deux autres à Sour El Ghoulane et M'Cheddallah. "Cette répartition permettra d'alléger un tant soit peu la pression sur nos agences notamment à l'approche de l'Aïd", a-t-il ajouté.

La direction d'Algérie Poste de Bouira compte solliciter à partir de demain les agences des autres wilayas pour l'approvisionnement en liquidité et répondre aux besoins des clients. "Nous solliciterons les autres wilayas pour parer à ce manque de liquidité provoqué, en grande partie, par le confinement sanitaire", a souligné M. Meziane. A Bouira, les citoyens déplorent le manque de liquidité dans les bureaux de poste. Chaque jour, de longues files d'attente se forment



devant les guichets de ces bureaux à travers les différentes communes de la wilaya. "Cela fait une semaine que je me déplace dans les différents bureaux de poste pour retirer ma pension de retraite, mais à chaque fois ils nous disent qu'il n'y a pas d'argent. C'est un sérieux problème qui nous pénalise tous", a indiqué un septuagénaire rencontré à l'entrée de l'Agence postale d'El Adjiba.

A l'intérieur de ce même bureau de poste, une grande foule de citoyens s'est entassée jeudi devant les guichets sans respecter aucune mesure de prévention contre le nouveau coronavirus. Certains se sont contentés de porter uniquement le masque protecteur, alors que d'autres n'accordent aucune importance à cette menace. "Les mesures barrières, le port du masque est obligatoire, respectez la

distance entre vous", lançait l'un des guichetiers à l'adresse de ses clients. "Notre bureau reçoit quotidiennement des liquidités, mais en quantités insuffisantes. C'est pour cela que les gens sont stressés. Certains sont obligés de voir dans d'autres bureaux notamment à Bouira pour qu'ils puissent retirer leur argent", a confié Karim Djilali, un guichetier au bureau de poste d'El Adjiba.

OUARGLA/COVID-19

Vaste élan de solidarité envers les personnels hospitaliers à Touggourt

Un vaste élan de solidarité avec les personnels hospitaliers, en premières lignes dans la lutte contre le coronavirus (Covid-19), a été initié par l'association "Afaq Taleb Larbi" à Touggourt (wilaya d'Ouargla), a-t-on appris jeudi des membres de l'association. Des efforts sont consentis pour apporter aide et soutien aux personnels soignants "mobilisés et totalement dévoués aux malades" depuis l'apparition de la Covid-19, ont-ils souligné. Dans ce cadre, l'association a organisé une campagne de collecte de fonds pour l'acquisition de matériels et équipements médicaux et paramédicaux, notamment des concentrateurs et barboteurs d'oxygène destinés aux patients atteints du coronavirus au niveau de l'Établissement public hospitalier (EPH/Slimane Amirat) de Touggourt, a affirmé à l'APS son président Mohamed Saïd Boulifa. Cette action de bénévolat, à laquelle ont pris part de nombreux donateurs, a permis la collecte de plus de 8 millions de dinars, a-t-il précisé. L'initiative de solidarité s'ajoute aux différentes opérations menées par l'association

dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, telles que la désinfection des établissements et espaces publics, la confection et la distribution de bavettes et masques médicaux de protection, ainsi que la dotation des structures hospitalières en produits détergents et désinfectants, a-t-il fait savoir. "Depuis l'apparition de la crise sanitaire, des actions de solidarité sans précédents envers les personnels hospitaliers se sont multipliées à Touggourt", a souligné M. Boulifa, saluant ainsi leur professionnalisme et leur engagement remarquables au quotidien dans la lutte contre le virus. Aussi, l'association "Afaq Taleb Larbi" a lancé une nouvelle campagne de collecte de fonds pour acquérir une ambulance médicalisée pour le transport des patients, a indiqué M. Boulifa, appelant "tous ceux qui le peuvent à apporter leur contribution". Par ailleurs, des mesures ont été prises pour "régulariser" les créances impayées détenues par l'entreprise réalisatrice et rattraper le retard accusé dans les travaux de réalisation d'un nouvel hôpital de 240 lits à Touggourt, retenu dans le cadre d'un partenariat Algéro-

chinois. Couvrant une superficie totale de 60.000 m², le futur hôpital de Touggourt, dont les travaux sont en cours d'achèvement, disposera d'une bâtisse de trois étages, composée notamment d'un service des urgences, d'un autre de réanimation et soins intensifs, un bloc opératoire, des laboratoires d'analyses, des unités d'hospitalisation, selon sa fiche technique. Le projet, équipé à 60%, permettra de renforcer les prestations médicales et soulager l'EPH-Slimane Amirat, qui n'arrive plus à faire face au nombre important de citoyens, issus de cette grande agglomération urbaine et des régions limitrophes, à l'instar de Mèggarine, Témacine, Taïbet et autres, a-t-on signalé. Lors d'une récente réunion dédiée à la présentation de l'étude préliminaire du futur Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Ouargla, le wali, Aboubakr Essedik Boucetta, a annoncé qu'une enveloppe financière estimée à 100 millions de dinars a été allouée au titre du budget de wilaya (BW) pour le financement de plusieurs opérations relatives à l'acquisition d'équipements médicaux pour les hôpitaux dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

Brèves

WILAYA D'ALGER

170 commerces fermés à Rouiba pour non-respect des mesures préventives

La commission de la wilaya d'Alger de contrôle et de répression des commerçants contrevenants des mesures sanitaires de lutte contre le nouveau coronavirus (Covid-19) a décidé la fermeture de plus de 170 commerces dans la circonscription administrative de Rouiba pour non-respect des mesures préventives contre la pandémie. La commission de la wilaya d'Alger de contrôle et de répression des commerçants contrevenants des mesures sanitaires de la lutte contre le nouveau coronavirus a décidé la fermeture de plus de 170 commerces dans la circonscription administrative de Rouiba pour non-respect des mesures préventives contre la propagation de la covid-19, a annoncé la wilaya sur sa page officielle Facebook, faisant état également de plusieurs commerces ayant respecté scrupuleusement les mesures sanitaires. La même commission avait procédé à la fermeture de plus de 200 commerces dans la circonscription administrative de Draria, outre la suspension de l'activité des locaux du Centre commercial "Bazar Hamza" à Bachdjerah, du marché communal Milouidi-Berhis à Kouba et de certains commerces au marché de Boumail à El Harrach, suite au non-respect par les commerçants des mesures de prévention contre le nouveau coronavirus et l'insouciance de certains d'eux, poursuit la même source. Par ailleurs, ces opérations de contrôle ont permis l'heureux constat "de commerces exemplaires respectueux des gestes barrières", afin d'endiguer la propagation de la pandémie Covid-19 dans la capitale.

TIZI-OUZOU

Renforcement de la sécurité dans les hôpitaux

La sécurité au niveau structures de santé de la wilaya de Tizi-Ouzou a été renforcée en vue de protéger les personnels soignants contre toute forme d'agression, a indiqué jeudi le wali Mahmoud Djamaa. S'exprimant en marge de la cérémonie de célébration du 58ème anniversaire de la fondation de la police algérienne organisée par la sûreté de wilaya, M. Djamaa a indiqué qu'en application des dernières mesures prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour protéger les personnels médicaux et paramédicaux des agressions, des instructions ont été données pour une présence de la police au niveau de structures de santé de la wilaya. Cette mesure vise à "protéger les personnels soignants contre tout acte malveillant et nous avons demandé aux directeurs des Établissements publics hospitalier (EPH) et de la santé de nous aviser en temps réel de tout dépassement de ce genre", a relevé le wali. Le même responsable a noté, dans le cadre, que le Procureur général près la Cours de Tizi-Ouzou a pris des dispositions pour poursuivre rapidement les auteurs de ces méfaits. Honoré lors de cette cérémonie, le chef de service de médecine interne au CHU Nédir Mohamed de Tizi-Ouzou, Pr Salah Mansour Abdallah qui s'est incliné à la mémoire des personnels soignants morts dans la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, a remercié "au nom de toute la communauté médicale et paramédicale qui lutte contre la pandémie par devoir et avec abnégation, le président de la République pour avoir criminalisé l'agression verbale et physique du corps médicale et paramédicale". Revenant sur la situation de la pandémie de la covid-19 à Tizi-Ouzou, le wali a relevé une "nette évolution" de la situation épidémiologique au niveau de la wilaya. "Nous sommes en train d'adapter nos moyens d'accueil et d'hospitalisation en fonction du nombre des malades et afin de gérer cette situation", a-t-il indiqué. Face à cette situation engendrée par "un relâchement au sein de la population", le wali qui a réuni la commission de sécurité de wilaya, a demandé des instructions aux services compétents pour plus de fermeté dans l'application des mesures susceptibles de réduire la propagation de la pandémie.

MILA (LAIT)

Plus de 68 millions de litres produits au 1er semestre 2020

Une production de 68,171 millions litres de lait a été réalisée au cours du premier semestre 2020 dans la wilaya de Mila, a indiqué jeudi, le chef du service des inspections vétérinaires et santé végétale à la direction des services agricoles (DSA), Aboubakr Kara Mostefa. La production a connu une baisse de presque de 5 millions litres comparativement à la

même période l'année passée due à plusieurs facteurs dont "le recul des opérations de collectes de lait à cause de l'épidémie du nouveau coronavirus et des restrictions liées au confinement sanitaire" ainsi que "la faible pluviométrie qui a réduit les surfaces de pâturage au Sud de la wilaya notamment", a-t-il dit. La même source a relevé que 4.800 éleveurs

de vaches laitières actives dans la wilaya en exploitant un cheptel de 41.072 vaches laitières. Aussi, 90 opérateurs assurent dans la wilaya la collecte de lait au bénéfice de 6 laiteries des wilayas de M'sila, Constantine, Sétif et Bejaia, selon la même source qui a précisé que les procédures sont engagées pour la création de laiteries dans la commune d'Oued El Athmania.(APS)

Brèves

RDCONGO

Les pro-Kabila manifestent par milliers à Kinshasa

Des milliers de partisans de l'ex-président de la République du Congo Joseph Kabila, très remontés contre son successeur Félix Tshisekedi, leur partenaire au sein de la coalition au pouvoir, ont manifesté jeudi à Kinshasa, rapportent des médias locaux.

Les manifestants ont défilé sous la bannière du Front commun pour le Congo (FCC, pro-Kabila), force politique largement majoritaire au Parlement, exigeant "le respect de la Constitution".

Cette majorité partage le pouvoir au sein d'une coalition avec le président de la République, l'ex-opposant Félix Tshisekedi, proclamé vainqueur des élections du 30 décembre 2018.

Le FCC a annoncé en début de semaine des "dérives dictatoriales" en RDC.

Ses cadres, à commencer par le Premier ministre Sylvestre Ilunga, reprochent au président Tshisekedi des nominations unilatérales dans l'armée et la justice.

"Le FCC est troublé par le comportement de son partenaire, en inadéquation avec les règles du jeu qui fondent la coalition", a déclaré à la presse le coordinateur du FCC, Néhémie Mwilanya, ancien directeur de cabinet du président Kabila.

NIGER

Report au 13 décembre 2020 des élections municipales



La Commission nationale électorale indépendante du Niger (Céni) a annoncé jeudi le report au 13 décembre 2020 des élections municipales et régionales et qui avaient été initialement programmées le 1er novembre.

Début juillet, le président de la Céni, Issaka Souana a soulevé un tollé parmi des partis d'opposition et d'autres proches du régime en annonçant que les municipales et régionales ne pouvaient se tenir que le 17 janvier 2021, en raison notamment de "retard" accusé dans la confection du fichier électoral biométrique. Ces partis exigeaient des municipales et régionales avant le premier tour de la présidentielle, couplé aux législatives, qui est fixé au 27 décembre 2020. Les scrutins municipaux et régionaux avaient initialement été fixés au 9 mai 2016, mais ont subi de nombreux reports que les autorités ont justifiés par "la saison des pluies" ou "la nécessité impérieuse" d'élaborer "un fichier électoral biométrique". Pour permettre aux maires de fonctionner, les mandats des élus locaux - élus pour cinq ans en 2011 - qui ont expiré depuis 2016, sont prolongés tous les six mois par le gouvernement, grâce à une loi votée par le Parlement.

CHINE

Fermeture du consulat des Etats-Unis à Chengdu



La Chine a ordonné hier la fermeture du consulat des Etats-Unis dans la grande ville de Chengdu (sud-ouest), trois jours après la décision de Washington de fermer le consulat de Chine à Houston.

Cette décision constitue "une réponse légitime et nécessaire aux mesures déraisonnables des Etats-Unis", a souligné

dans un communiqué le ministère chinois des Affaires étrangères.

Outre leur ambassade à Pékin, les Etats-Unis comptent cinq consulats en Chine continentale (Canton, Shanghai, Shenyang, Chengdu, Wuhan) ainsi qu'un à Hong Kong. La mission de Chengdu, inaugurée en 1985, couvre tout le sud-ouest de la

Chine, notamment la région autonome du Tibet. Selon son site internet, elle compte 200 employés, dont 150 de statut local. Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a déclaré jeudi que le consulat de Chine à Houston était une plaque tournante de l'espionnage" chinois et "du vol de propriété intellectuelle" américaine.

ETATS-UNIS

Trump annule la "grande" convention républicaine

Le président américain Donald Trump a annulé la Convention nationale républicaine qui devait se tenir fin août à Jacksonville, en Floride, invoquant les risques liés à la pandémie du Covid-19.

"Nous n'allons pas faire une grande convention publique en tant que telle, ce n'est pas le moment", a-t-il déclaré jeudi lors d'un point-pressé à la Maison Blanche consacré au coronavirus, invoquant sa responsabilité à «protéger le peuple américain» de la flambée de l'épidémie.

Trump a affirmé qu'il prononcerait toujours un discours pour accepter sa nomination en tant que candidat républicain à l'élection présidentielle du 3 novembre mais sous une "forme différente", ajoutant que les délégués du parti se réuniraient toujours à Charlotte en Caroline du

Nord, comme prévu.

"Le moment choisi pour cet événement n'est pas le bon, ce n'est tout simplement pas le bon", a-t-il ajouté.

A l'image de plusieurs Etats comme la Californie et le Texas, la Floride a vu une recrudescence de nouveaux cas de Covid-19.

Donald Trump avait auparavant promis de prononcer son discours d'investiture du Parti républicain devant une grande foule.

Initialement, la convention républicaine en entier devait se dérouler du 24 au 27 août, en Caroline du Nord. Mais le gouverneur démocrate de cet Etat s'est opposée à de grands rassemblements en raison de la pandémie.

Selon le comité national républicain, plus de 50.000 personnes y étaient attendues.

PIRATERIE AÉRIENNE

Israël tente d'intercepter un avion de ligne iranien

L'Iran a accusé jeudi soir Israël d'avoir tenté d'intercepter au-dessus de la Syrie un avion de ligne iranien reliant Téhéran à Beyrouth, a rapporté la télévision iranienne. La télévision publique iranienne a montré une vidéo de passagers hurlant alors qu'un avion de la compagnie iranienne Mahan Air semblait tenter d'échapper à au moins deux avions de combat. "Alors que l'avion (iranien) était dans le ciel au-dessus de la Syrie, l'avion de combat du régime sioniste s'est approché de l'avion de Mahan Airlines", a indiqué la télévision iranienne. "Suite à cette action dangereuse du chasseur israélien, le pilote de l'avion commercial a réduit rapidement l'altitude du vol pour éviter d'entrer en collision avec le chasseur israélien, blessant (par conséquence) plusieurs passagers à bord." "Un avion iranien qui a été intercepté dans l'espace aérien syrien a atterri à l'aéroport de Beyrouth. Il y a quatre blessés légers parmi les passagers", a indiqué une source libanaise.

BOLIVIE

Report au 18 octobre des élections générales

Le tribunal suprême électoral (TSE) bolivien a annoncé jeudi le report au 18 octobre des élections générales prévues le 6 septembre en raison de la hausse du nombre de cas de coronavirus dans ce pays andin. Le TSE "décide de fixer les élections générales 2020 au dimanche 18 octobre", a annoncé le président de cet organisme, Salvador Romero. "La date définitive des élections réunit de meilleures conditions pour protéger la santé, faciliter le vote à l'étranger et l'arrivée de missions d'observation internationales", a ajouté le président du TSE, qui a aussi mis en avant des rapports médicaux selon lesquels le pic de la pandémie est attendu entre fin août et début septembre en Bolivie. Selon lui, un éventuel second tour aurait lieu le 29 novembre et la prise de fonction des nouvelles autorités en décembre. Cette décision est le "fruit de considérations d'ordre légal, scientifique et politique", a ajouté le président du TSE, au moment où la Bolivie enregistre plus de 64.000 cas de Covid-19, dont 2.328 décès. Ces élections générales visent à élire le chef de l'Etat, le vice-président ainsi que 36 sénateurs et 120 députés.

CROATIE

Le Parlement entérine le nouveau gouvernement

Le Parlement croate a entériné jeudi le nouveau gouvernement du Premier ministre sortant, le conservateur modéré Andrej Plenkovic, qui doit faire face à la pandémie du coronavirus et ses conséquences sur l'économie nationale. Le gouvernement a été approuvé par les 66 députés (sur

les 151 que compte l'assemblée croate) de l'Union démocratique croate (HDZ, droite conservatrice) de M. Plenkovic qui a largement remporté les législatives du 5 juillet. Ils ont été rejoints par les huit députés des minorités ethniques et par deux députés de petits partis. "La Croatie fait face à un mo-

ment particulièrement délicat de son histoire", a déclaré M. Plenkovic aux députés. La pandémie du coronavirus a frappé de plein fouet le tourisme, un pilier de l'économie, mais une croissance d'environ 6% est prévue l'an prochain. Zagreb compte sur un soutien de 22 milliards d'euros accordé par l'Union européenne

et qui sera en priorité utilisé, a précisé Andrej Plenkovic, comme "un puissant levier pour la relance économique". La Croatie connaît une pleine résurgence de la pandémie, jusqu'à 140 nouveaux cas étant enregistrés par jour après une accalmie à la mi-mai. Au total, le pays déplore officiellement 125 décès et près de 5.000 cas.

SABRI BOUKADOU (MINISTRE DES AE)

Des "comportements" risqueraient de diviser la Libye

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a mis en garde contre des comportements qui risqueraient de diviser la Libye, appelant toutes les parties à préserver l'unité et la souveraineté de ce pays.



Dans un entretien accordé à la chaîne "RT Arabic", à l'occasion de la visite de travail qu'il effectue à Moscou, M. Boukadoum a déclaré : "nous sommes déterminés à convaincre toutes les parties de l'importance de préserver l'intégrité territoriale de la Libye et la pleine souveraineté des Libyens, en les exhortant à faire preuve de vigilance à l'égard de certains comportements qui risqueraient de mener, volontairement ou pas, à la division de la Libye". Lors de cet entretien présenté sous le titre : "Algérie...ballet diplomatique pour le règlement de la crise en Libye", M. Boukadoum a affirmé que l'Algérie œuvrait par le biais de sa diplomatie à convaincre toutes les parties en Libye de l'importance de préserver l'unité et la souveraineté du pays.

Il a évoqué, en outre, l'approche algérienne pour le règlement de la crise en Libye et les menaces qui pèsent sur les pays du voisinage direct (Algérie, Égypte et Tunisie) ou du grand voisinage, à savoir : le Tchad, le Niger, le Soudan, et même le Mali fortement affecté par la situation en Libye. A une question sur les intenses activités diplomatiques menées par l'Algérie, son approche pour le règlement de la crise en Libye et sa concordance avec la vision russe, le chef de la diplomatie a souligné que "l'approche algérienne pour le règlement de la crise en Libye est connue et repose sur la solution politique... Nous insistons à chaque fois sur cette approche avec tous les partenaires de par le monde, et à ce jour, aucun ne s'y est opposé". "Nous sommes déterminés à convaincre tous les partenaires, tous les belligérants et toutes les parties concernées par le dossier libyen de la nécessité d'une solution politique en Libye", a-t-il soutenu, affirmant que l'approche algérienne n'était pas en "compétition avec les autres initiatives, dès lors qu'elles ne viennent pas en contradiction avec les principes de la conférence de Berlin, à laquelle

avaient pris part l'Algérie ainsi que toutes les parties libyennes". L'approche de l'Algérie repose sur trois principes à savoir : "la solution pacifique en rejetant la solution militaire, le cessez-le-feu et le lancement de négociations, avec le refus de toute ingérence étrangère, l'arrêt de l'afflux des armes ainsi que le respect de l'embargo sur les armes en Libye". Dans le même contexte, le ministre des Affaires étrangères a évoqué un « rapprochement commun des vues entre l'Algérie et la Tunisie et relativement avec l'Égypte concernant la solution en Libye », mettant l'accent sur les défis et les menaces induits par la situation qui prévaut dans ce pays, sur la sécurité nationale de tous les pays du voisinage », y compris l'Algérie. "Nous partageons avec la Libye 1000 kilomètres de frontières et les relations familiales et tribales entre les deux parties nous imposent d'avoir un regard particulier vis-à-vis de la Libye", a ajouté M. Boukadoum. L'Algérie œuvre en faveur de la dynamisation du mécanisme des trois pays du voisinage direct (Algérie-Tunisie-Égypte) et celui du grand voisinage, en l'occurrence le Tchad, le Niger et le Soudan et même avec le Mali, même si ce dernier n'est pas un voisin direct, a déclaré le chef de la diplomatie algérienne, soulignant que "l'Algérie reste à équidistance vis-à-vis de toutes les parties libyennes concernées par le conflit actuel". Réaffirmant la disposition de l'Algérie à abriter des négociations entre les parties libyennes, M. Boukadoum a fait savoir qu'elle est en contact continu avec toutes les parties libyennes concernées y compris avec celles qui ne sont pas apparentes, faisant allusion aux tribus libyennes, précisant que la question libyenne se limite, pour certains pays, à Benghazi et Tripoli. Toutefois, la Libye est beaucoup plus vaste".

"La volonté existe chez toutes les parties en conflit en vue de rapprocher les points de vue et de rejeter le langage des canons et de l'artillerie en Libye, mais elle est restée, pour l'instant, que des lettres mortes", a-t-il expliqué. A une question sur la composante de la société libyenne et les multiples tribus ainsi que la possibilité de leur armement et les risques encourus, M. Boukadoum a indiqué que le véritable danger "réside dans l'insécurité ressentie par ces tribus et leur sentiment de marginalisation", soulignant l'importance de leur donner espoir d'entrevoir un avenir pacifique et de vivre dans un Etat fédéré pleinement souverain. "Toute atteinte à l'encontre de la Libye touche l'Algérie, d'où notre refus catégorique de ce genre d'atteinte aujourd'hui ou à l'avenir", a-t-il poursuivi. "L'absence de l'Etat et de ses services dans certaines régions de la Libye va générer un sentiment de marginalisation et de menace au sein des tribus, ce que nous ne désirons pas", a-t-il affirmé, ajoutant "nous avons mis en garde contre ce problème (...) car étant l'un des facteurs de risques pour l'avenir libyen". M. Boukadoum a, de nouveau, appelé les parties libyennes à s'éloigner du langage des armes et à revenir à la table des négociations, soulignant que l'Algérie poursuivra ses efforts en vue de persuader les parties d'aller de l'avant dans ce sens. Le chef de la diplomatie a, en outre, exhorté tous les acteurs influents soutenant les parties en conflit à renoncer à ces politiques, ajoutant que "la présence à Moscou où le dossier libyen était une priorité dans les pourparlers. C'est là une action diplomatique dictée par la conviction de l'Algérie que l'établissement de la paix et de la stabilité en Libye est dans l'intérêt de tous".

R.I

SAHARA OCCIDENTAL Le soutien de l'Amérique latine demeure inchangé

La militante colombienne, Johana Quesada, a affirmé que la position officielle des pays de l'Amérique latine sur l'autodétermination du peuple sahraoui demeure "inchangée", soulignant le soutien "grandissant" à la cause sahraoui à travers l'ensemble du sous-continent. La militante d'Association colombienne des Amis de la RASD (Acolps) a indiqué que la reconnaissance de la RASD par ces pays est "irrévocable" à moins que la République arabe sahraouie démocratique cesse d'exister. Mme Quesada, qui réagissait à un article publié samedi par l'agence marocaine MAP prétendant une victoire diplomatique de Rabat en Amérique Latine, a qualifié, dans une tribune relayée par des médias locaux, "ces prétendues victoires d'inventées", relevant que l'article en question est truffé de "mensonges, de manipulations, et de déclarations sorties de leur contexte". En somme, il s'agit "d'un contenu déformé" à l'instar des autres publications de cette agence, "connue pour son haut degré de falsification des faits".

Elle a expliqué que cet écrit est destiné à "la consommation (médiatique) interne" en vue de bernier le peuple marocain par "des victoires imaginaires" et de cacher "les défaites retentissantes" subies par le Maroc. Elle a affirmé qu'aucun des pays (Colombie, Brésil, Argentine, Chili, Equateur et Bolivie) "ne soutient verbalement ou par écrit, la proposition marocaine d'autonomie, simplement parce que cette proposition n'est pas conforme au cadre juridique établi par la résolution 1514 de l'ONU concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux". En outre, la proposition marocaine n'est pas prévue par les accords de paix de 1991, supervisés par les Nations unies.

Depuis plus de 31 ans, le Maroc "triche, marchande et spéculé avec certains gouvernements", qui soutient certains de ses intérêts économiques et politiques, a-t-elle enchaîné.

Et "la RASD continuera d'exister", même si le Maroc "fabrique un million" de subterfuges supplémentaires pour "camoufler ses arnaques". Evoquant le soutien qu'apporte toute la région Latine à la RASD, la militante a rappelé que le Conseil national sahraoui est depuis septembre 2011 membre observateur dans le Parlement andin.

Ce parlement est composé de cinq représentants de chaque pays membre qui sont la Bolivie, le Chili, l'Equateur, la Colombie et le Pérou, a-t-elle précisé, soulignant également l'appui apporté par la Communauté des Caraïbes (Caricom) au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément aux principes et objectifs de la charte des Nations unies.

En outre, le groupe de Rio soutient les résolutions adoptées par les Nations unies relatives à la libre autodétermination du peuple sahraoui et qui sont conformes à la lettre et à l'esprit de l'ONU et à sa résolution 1514 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a-t-elle encore mis en exergue.

"La solidarité colombienne avec le peuple sahraoui est évidente, comme en témoigne le large soutien à la lutte du peuple sahraoui", a écrit Johana Quesada, rappelant par la même occasion les récentes déclarations du chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, qui a rejeté la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.

R.I

SYRIE

L'ONU réitère son appel pour un cessez-le-feu national

L'Envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, Geir Pedersen, a réitéré, jeudi devant le Conseil de sécurité, l'appel pour un cessez-le-feu national en Syrie afin de mettre fin aux souffrances de la population syrienne. "Il y a eu des progrès vers cet objectif. Ces derniers mois, nous avons assisté à un calme relatif dans toute la Syrie, sans escalade majeure et les lignes de front étant pour la plupart gelées. Mais nous continuons de voir des flambées de violence à l'intérieur et à travers ces lignes de front, ce qui nous préoccupe", a déclaré M. Pedersen par visioconférence aux membres du Conseil. L'envoyé de l'ONU a noté que la situation

dans le Sud-ouest de la Syrie restait tendue. Dans le Nord-ouest, le calme induit par les efforts russes et turcs continue de se maintenir en grande partie, et le nord-est de la Syrie reste globalement stable mais a connu des incidents inquiétants. "Dans le même temps, l'activité continue de l'EIL (Daech) reste une grave préoccupation - dans le Sud, le centre et l'est de la Syrie - avec des émeutes signalées parmi les détenus de l'EIL à al-Hasakeh", a ajouté M. Pedersen. L'envoyé de l'ONU a également alerté le Conseil de sécurité sur l'effondrement économique de la Syrie. "Nous assistons à une spirale descendante : une inflation galo-

pante, un chômage en hausse, une demande affaiblie, une augmentation des fermetures d'entreprises, une insécurité alimentaire accrue avec des familles qui sautent des repas et une pénurie de médicaments", s'est-il inquiété. "Nous constatons également maintenant une augmentation des cas signalés de Covid-19, exacerbant le malaise économique de la Syrie et limitant davantage la réponse humanitaire. Les tests restent extrêmement limités, en particulier dans les zones hors du contrôle gouvernemental", a-t-il poursuivi, affirmant que dans ce contexte, l'accès humanitaire est de plus en plus impérial.

R.I

Brèves

ESPAGNE

Le gouvernement critique durement la Liga et Fuenlabrada

Le gouvernement espagnol, à travers le Conseil supérieur des Sports (CSD), a fustigé mercredi LaLiga et le club de 2e division de Fuenlabrada, accusé d'avoir "violé le protocole" sanitaire contre le Covid pour avoir voyagé à La Corogne en dépit des cas positifs dans son effectif. Plusieurs clubs espagnols de D2 se sont indignés du report lundi du match contre La Corogne et Fuenlabrada, club madrilène où huit cas de coronavirus ont été détectés, ce qui a chamboulé la course au maintien et l'accession en Liga. Ni LaLiga, organisatrice de la compétition, ni Fuenlabrada n'ont informé de la situation avant "lundi soir", alors qu'ils avaient connaissance d'un premier test positif au Covid-19 "samedi 18 juillet à 22h30", a critiqué mercredi le Conseil supérieur des Sports (CSD). "Une communication fluide aurait dû être établie avec l'autorité sanitaire". "De plus, et conséquence plus grave, le club et LaLiga savaient le dimanche à 22h30 qu'il y avait trois tests positifs de plus" dans l'équipe de Fuenlabrada, a poursuivi l'instance, équivalent du ministère des Sports. "Avant l'apparition d'un cluster, l'équipe ne devait pas voyager le lundi, par principe élémentaire de prudence, y compris dans le cas où les tests PCR pratiqués dimanche étaient négatifs", a insisté le CSD. "Une grave erreur a été commise en entreprenant ce voyage : Ceux qui avaient passé le test lundi matin devaient rester isolés jusqu'à ce qu'ils connaissent le résultat (ce qui s'est produit quand ils étaient à La Corogne)", a ajouté l'instance, qui en conclut que Fuenlabrada a "violé les protocoles" et que la Liga n'a pas garanti leur application. L'affaire a provoqué une vive polémique au sein de la 2e division espagnole. Ce match reporté était décisif tant pour l'accession en Liga pour Fuenlabrada -ils peuvent toujours accéder aux play-offs s'ils ne perdent pas contre La Corogne le 30 juillet, nouvelle date du match-- que pour la relégation en 3e division, à laquelle n'a finalement pas échappé La Corogne avec les victoires de ses concurrents directs. Plusieurs clubs ont critiqué lundi le fait que la journée de championnat n'ait pas été entièrement suspendue. La Corogne et Numancia, autre club relégué, ont annoncé leur intention de saisir la justice.

R.S.

FOOT/SAISON 2019-20

Pour la JS Saoura, la consultation écrite est une "manipulation"

La JS Saoura a considéré jeudi que la consultation écrite des membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne de football (FAF) sur le sort des championnats nationaux 2019-2020, suspendus en raison de la pandémie de coronavirus, est une "manipulation" et du "populisme".

La direction de la JS Saoura considère que cette consultation écrite est une manipulation et du populisme, visant à préparer les prochaines élections de la FAF, sans tenir compte de la situation sanitaire générale du pays", induite par la pandémie de coronavirus (Covid-19), a écrit le pensionnaire de la Ligue 1 sur sa page Facebook. Le club du Sud-Ouest du pays a joint, à son communiqué, une photo du formulaire de la consultation écrite que l'homme fort de la JSS, Mohamed Zerouati, a refusé de remplir, tout en le signant, avec le cachet du club. Sur le formulaire, en bas, est écrit au stylo que "la consultation écrite est synonyme de manipulation et populisme pour faire plaisir à des intérêts particuliers en prévision



des élections de la FAF". Cette dernière a lancé mardi une consultation écrite auprès des membres de l'assemblée générale pour se prononcer sur l'issue de la saison sportive 2019-2020. Le formulaire en question propose d'abord deux choix A et B : poursuite ou arrêt de la saison. Dans le cas où la seconde option est cochée, chaque membre aura à choisir entre B1, B2 et B3 qui équivalent à : saison blanche (résultats de la saison 2019-2020 annulés), désignation des lauréats, clubs qui accèdent et ceux qui rétrogradent et enfin désignation des lauréats, des clubs qui accèdent mais sans relégation. La FAF a fait savoir aux membres qu'ils auront jusqu'au 26 juillet à minuit pour envoyer leurs réponses.

R.S.

WA TLEMCEN (LIGUE 2)

L'entraîneur Aziz Abbes dit vouloir être fixé sur son avenir

L'entraîneur du WA Tlemcen, Aziz Abbes, a estimé jeudi que l'ambiguïté qui continue d'entourer l'avenir des compétitions footballistiques en Algérie met les techniciens et les joueurs en particulier dans l'expectative. "En pareille période de l'intersaison, chacun de nous était fixé sur son sort. Ce n'est pas le cas cette fois-ci, et cette situation d'attente est en train de peser lourd sur le plan moral", a indiqué le coach du WAT à l'APS. Les autorités sportives avaient décidé, à la mi-mars dernier, de suspendre toutes les compétitions dans une mesure préventive contre la propagation de la pandémie de coronavirus qui secoue le monde entier. Depuis, le suspense plane toujours quant à une reprise ou non des championnats. "Au fil du temps, tout le monde commence à se rendre compte qu'il est pratiquement im-

possible de reprendre la compétition, au moment où la crise sanitaire ne fait que s'amplifier. Les autorités concernées auraient dû alors y mettre un terme définitif, pour que chacun de nous puisse songer à la suite de son parcours", a encore dit le natif de Bordj Bou Arréridj. Evidemment, le coach souhaite que la consultation écrite, que vient d'engager la Fédération algérienne de football (FAF), auprès des membres de l'assemblée générale de cette instance pour décider du sort à réserver aux différents championnats, soit à l'avantage de son équipe, troisième au classement de la Ligue 2 au moment de l'arrêt des épreuves. "Notre position nous donne pleinement le droit d'accéder en Ligue 1, étant donné qu'il était question dès le départ pour que les quatre premiers de la Ligue deux rejoignent l'élite", a encore insisté Aziz Abbes, l'architecte de la

montée historique du NC Magra en Ligue 1 l'an dernier. Il s'est dit, en outre, prêt à poursuivre l'aventure avec le WAT, surtout après avoir noté un certain intérêt de la part de la direction du club pour lui prolonger son contrat, "mais je préfère connaître la décision finale de la FAF concernant l'avenir du championnat pour prendre une décision finale", a-t-il précisé. Par ailleurs, la direction des "Zianides", secouée par une crise financière aigue depuis le début de cet exercice, vient d'écoper d'une amende infligée par la Ligue de football professionnel de l'ordre de 690 000 DA "pour dépôt hors délais de son dossier d'engagement au titre de l'exercice 2019-2020", un casse-tête supplémentaire pour un club qui peine pour tenir ses engagements envers ses joueurs.

R.S.

CYCLISME / ALGÉRIE

Reprise des entraînements fin août à Tikjda

La reprise des entraînements est prévue à la fin du mois d'août au Centre national des sports et loisirs de Tikjda (Bouira) pour les athlètes des équipes nationales susceptibles de se qualifier aux Jeux olympiques-2020 (JO-2020) de Tokyo, a annoncé jeudi le président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), Kheïreddine Barbari. "En coordination avec la Direction technique nationale (DTN), nous avons programmé un stage de préparation du 27 août au 5 septembre à Tikjda, en présence de huit cyclistes dont Azzedine Lagab, déjà qualifié aux JO de Tokyo et Youcef Reguigui qui occupe actuellement la première place au classement de l'Africa Tour", a déclaré Barbari lors d'une conférence de presse animée au siège de la FAC à Alger. Le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS) avait autorisé, le 9 juillet dernier, les athlètes algériens "qualifiés et qualifiables" pour les JO et Jeux Paralympiques, reportés à 2021 en raison de la pandémie de coronavirus, à reprendre les entraînements "avec le strict respect des mesures de protection". Face à la propagation du coronavirus, plusieurs fédérations, dont la boxe, le basket ou la natation, ont été contraintes de mettre fin à la saison sportive

"vu le caractère imprévisible de l'évolution de la situation épidémiologique", mais au niveau de la FAC, rien n'a été décidé du moment. "Nous avons transmis au MJS un protocole sanitaire relatif aux compétitions, notamment les finales de la Coupe d'Algérie et le Championnat d'Algérie. Nous comptons aller au terme de la saison sportive, mais cela est tributaire de l'évolution de la situation sanitaire au pays. Pour l'instant, aucune décision n'a été prise quant à l'arrêt ou non des compétitions nationales", a-t-il précisé. La conférence de presse a été l'occasion pour l'instance fédérale de présenter le maillot officiel des équipes nationales en vue des prochaines échéances, en présence de Youcef Reguigui, sociétaire de l'équipe malaisienne, Tetengganu. Revenant aux Championnats d'Afrique de vélo tout-terrain (VTT), prévus du 1er au 4 novembre à Batna et à la 3e édition de la Coupe d'Afrique sur route, programmée du 7 au 14 octobre à Oran, le président de la FAC a laissé entendre qu'ils pouvaient être reportés en raison de la pandémie. "L'Union cycliste internationale (UCI) nous a invités à prendre la décision de reporter ou non une compétition un mois au mi-



nimum avant sa tenue. L'organisation de ces deux compétitions reste tributaire de l'évolution de la situation sanitaire sur le continent africain", a précisé Barbari. Concernant le Tour d'Algérie cycliste, dont l'édition 2020, prévue entre Alger et Oran, a été annulée en raison de la pandémie, le président de la FAC a exprimé son souhait de conclure une convention avec une société d'organisation répondant au cahier de charges qui sera finalisé pour l'édition de l'année prochaine.

R.S.

IL CONTIENT DES SCÈNES DE FORTE VIOLENCE "Joker" est le film qui a engendré le plus de plaintes au Royaume-Uni en 2019

"Joker", le film de Todd Phillips porté par Joaquin Phoenix, est le long-métrage qui a reçu le plus de plaintes au Royaume-Uni. La British Board of Film Classification (BBFC) a comptabilisé 20 plaintes à l'égard du film DC Comics.

En octobre 2019, Todd Phillips a peut-être réalisé son meilleur film : Joker. Une adaptation sombre et violente de l'ennemi de Batman à travers un film DC indépendant du DC Extended Universe. Pour l'occasion, c'est Joaquin Phoenix qui campe le dangereux psychopathe. Le long-métrage a été un succès monstrueux avec 11 nominations aux Oscars dont deux statuettes remportées : Meilleur acteur pour Joaquin Phoenix et Meilleure musique pour Hildur Guðnadóttir. De plus, Joker a rapporté plus de 1 milliard de dollars au box-office. Pourtant, le film n'est pas au goût de tous puisque la British Board of Film Classification a comptabilisé les plaintes à son égard. La British Board of Film Classification décide de la classification des films sur le territoire anglais. Ce dernier a décidé que Joker serait

interdit aux moins de 15 ans dans les salles anglaises. Un choix qui n'a pas plu à tout le monde. En effet, la British Board of Film Classification a enregistré 20 plaintes contre Joker. Plus précisément sur la classification d'interdiction aux moins de 15 ans. La majorité de ces accusations ont fait valoir que le film aurait du recevoir une cote d'interdiction aux moins de 18 ans en raison de sa violence. D'autres ont carrément argué que le film aurait simplement dû être interdit sur le sol britannique. La British Board of Film Classification a défendu cette classification aux moins de 15 ans en justifiant que Joker « ne s'attarde pas outre mesure sur cette violence d'une manière qui nécessite une interdiction aux moins de 18 ans ». En comparaison, en France, le film était interdit aux moins de 12 ans. Joker n'est pas le premier film à re-



cevoir ce genre de plaintes. La British Board of Film Classification a déjà enregistré ce genre de remarques par le passé. Par exemple, en 2018, c'était Red Sparrow qui enregistrerait le plus de requête de ce type avec 64 plaintes à son égard. Le record est pour le moment dé-

tenu par The Dark Knight qui comptabilisait 364 plaintes en 2008. La British Board of Film Classification avait donné une classification d'interdiction aux moins de douze ans au film de Christopher Nolan.

R.C

LE 4^{ÈME} ART

La ministre de la Culture et des Arts lance un chantier de réforme du théâtre

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a lancé un chantier de réforme du théâtre sous la houlette du dramaturge H'mida Ayachi dans le cadre d'un programme d'action visant à réaliser l'efficacité économique. "Le chantier de réforme du théâtre vise à asseoir une vision en droite ligne avec le Plan d'action du Gouvernement, qui insiste sur l'impératif de réaliser l'efficacité économique dans les différents secteurs", a précisé Mme Bendouda. Après avoir rappelé que "le théâtre est un art populaire et élitiste qui ne saurait s'éloigner de la société et des milieux intellectuels", la ministre de la Culture a souligné que son département "fonde sa politique théâtrale sur des notions économiques à même de garantir à cet art et aux gens

du théâtre un certain confort financier, tout en contribuant à l'essor de l'économie culturelle". Mme Bendouda a, en outre, fait savoir que ses services comptent "imprimer une nouvelle dynamique au théâtre, afin qu'il repose sur de véritables soubassements alliant l'artistique, le cognitif et l'économique", affirmant que "le théâtre est l'un des domaines de la culture dont l'existence et le cheminement devraient être envisagés d'un point de vue économique pour qu'il puisse se distinguer et s'imposer". Dans le même sillage, la ministre a évoqué le théâtre privé qui jouit d'un intérêt particulier, faisant état d'une coordination pour la création de compagnies de théâtre privé à travers le territoire national, en particulier dans les grandes villes",

estimant que "la consécration de l'activité et de la présence théâtrales se veut un acte et un appel solennel à la citoyenneté". Mme Bendouda a appelé les parties intéressées à interagir avec ce chantier, encadré par le dramaturge H'mida Ayachi et composé de plusieurs hommes de théâtre et comédiens dont Ziani Chérif Ayad, Mohamed Yahiaoui, Mohamed Boukkeras, Omar fetmouche et autres. Ce groupe de travail aura plusieurs objectifs à atteindre dont la finalisation du projet de théâtre de ville, l'évaluation de la situation des théâtres et la proposition de solutions, la résolution des problèmes des coopératives théâtrales et leur conversion en startups.

APS

Brèves

IL AVAIT 93 ANS: Décès de l'ancien ministre Lamine Bechichi



L'émoudjahid et ancien ministre de la Communication Lamine Bechichi est décédé jeudi à l'âge de 93 ans, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidine. Natif de Sedrata, dans la wilaya de Souk-Ahras, le 19 décembre 1927, le défunt était connu notamment à la fois comme compositeur musical, écrivain, homme politique et ministre de la Communication du temps de l'ancien président de la République Lamine Zeroual. L'indépendance nationale acquise, il a été nommé directeur général de la Radio et Télévision algérienne (RTA). Il a été par la suite, entre 1991 et 1995, directeur général de la Radio nationale.

décès de l'artiste Lhadj Ali Mitidji, l'un des pionniers de la musique andalouse

L'artiste Lhadj Ali Mitidji, l'un des pionniers de la musique andalouse, est décédé, jeudi, dans son domicile familial, sis dans la ville de Blida, à l'âge de 85 ans, après une longue maladie. Le défunt est connu pour avoir intégré, depuis son jeune âge, le monde de la musique andalouse. Soit un parcours artistique de près de 75 ans, qu'il a entamé auprès des grands maîtres de la musique andalouse à Blida et Alger, qui l'ont habilité à faire partie de l'orchestre de la Radio et Télévision algériennes (RTA) en 1965, avec le premier cru des artistes et musiciens algériens de l'indépendance. Sa carrière en tant que violoniste et chanteur andalou s'étend sur plus d'un demi-siècle, avec de nombreuses participations à des manifestations artistiques et festivals nationaux et à l'étranger.

APS

EXPOSITION INTERNATIONALE VIRTUELLE SUR LA CALLIGRAPHIE ARABE ET L'ENLUMINURE

Participation des plasticiens algériens

Des plasticiens algériens prennent part à une exposition internationale virtuelle sur la calligraphie arabe et l'enluminure, organisée au liban via les réseaux sociaux avec la participation de 111 artistes de 14 pays. Les tableaux des artistes seront exposés sur la page Facebook des deux associations organisatrices de cette manifestation, à compter du 27 juillet en cours. Parmi les artistes algériens ayant pris part à cette exposition figurent Abderrahmane Kara, Hamza Azaoui, Mohammed Ayache Wahiba Bediaf, Widad Daouadi et Youcef Khilfi et ce aux côtés d'artistes originaires de Tunisie, du Tchad, de Thaïlande, d'Égypte, de Syrie, de Libye et d'autres pays.

APS

UNE AIDE TROP TARDIVE

La survie du Globe de Shakespeare et d'autres théâtres menacée par le virus

Comme le Globe de Shakespeare, la survie de nombreux théâtres britanniques est menacée par la pandémie de COVID-19 et l'aide trop tardive du gouvernement, alerte un rapport parlementaire publié jeudi au Royaume-Uni. Le secteur culturel est confronté à une menace existentielle due à la COVID-19 et à l'incertitude persistante qui l'accompagne, souligne ce rapport de la Commission du numérique, de la culture, des médias et du sport de la chambre des Communes. Important contribu-

teur de l'économie, ce secteur qui emploie 700 000 personnes a particulièrement souffert de la pandémie, privé de tout revenu lors de l'instauration du confinement le 23 mars au Royaume-Uni, des théâtres ayant dû mettre la clé sous la porte ou licencier. Pas moins de 70 % des théâtres et sociétés de production risquent de devoir fermer d'ici la fin de l'année, dont le théâtre du Globe ou l'Old Vic à Londres, après avoir dû annuler 15 000 représentations et enregistré une perte de plus de 300 millions de livres sterling (plus de

500 millions \$) en revenus de billetterie lors des 12 premières semaines du confinement. Début juillet, le gouvernement conservateur avait annoncé une aide de 1,57 milliard de livres sterling (2,67 milliards \$) mais elle intervient trop tard, insiste le rapport. Le danger, pour le Royaume-Uni, acteur de premier plan en matière de production culturelle, est de devenir un désert culturel, a prévenu le président de la Commission, Julian Knight. Le rapport préconise notamment une baisse de la taxe de vente sur

les billets durant les trois prochaines années et des mesures fiscales. Les salles de spectacles pourront rouvrir le 1er août en Angleterre, moyennant le respect de la distanciation sociale. Les spectacles à ciel ouvert y sont autorisés depuis le 11 juillet. En 2018, les quelque 1100 théâtres britanniques employaient 290 000 personnes, pour des revenus de billetterie de 1,28 milliard de livres (1,40 milliard d'euros) et 34 millions de spectateurs, soit plus que tous les matchs de football de championnat.

REUTERS

TÉLÉ

CANAL+ Match amical
2020 **21h00**



Les clubs de Ligue 1 et de Ligue 2 peaufinent leur préparation physique grâce matches amicaux.

Chérie
25 **Indian Summers**



Ian a accepté la proposition qui lui a été faite de diriger l'ancien domaine de son oncle.

TF1 SÉRIES FILMS **Clem**

21h00



Caro apprend à Antonio qu'il a un fils et lui raconte pourquoi elle n'a jamais pu le lui dire avant.

C STAR SOS la maison
est hantée ! **21h00**



Barri, Chris et Sandy enquêtent sur l'intense activité paranormale qui perturbe les lieux.

VISION



france-2 **Fort Boyard**

21h05



Les invités jouent pour le compte de l'association Magie à l'hôpital.

france-3 **Commissaire
Magellan**

21h05



Le cadavre de Lucas Turpin est retrouvé dans la piscine olympique. le jeune nageur était promis à un bel avenir.

arte **Trois villes à la
conquête du monde**

20h55



A la fin du XVI^e siècle, des marchands d'Amsterdam se lancent dans un voyage périlleux en Asie afin d'y chercher des épices.

UNE INITIATIVE ENGAGÉE
**Des stars lancent
leur équipe de foot
féminin**



La National Women's Soccer League va accueillir une nouvelle équipe et pas n'importe laquelle ! Plusieurs stars, dont Natalie Portman, Jennifer Garner et Serena Williams, se sont réunies pour former un club de football féminin aux USA, une nouvelle franchise va faire son apparition en 2022 dans la NWSL. Une initiative pour mettre un peu plus en lumière le versant féminin de cette discipline.

La ligue a annoncé que l'équipe de Los Angeles, nommée Angel City pour le moment, va entrer dans l'arène. On n'en parlerait pas ici si elle n'avait pas un lien avec le cinéma. Ou, plutôt, avec des personnalités du monde du cinéma.

À la tête du projet, l'actrice Natalie Portman. Elle ne sera pas seule dans cette aventure puisqu'elle a convaincu plusieurs autres célébrités du monde du cinéma de se joindre à elle : Jennifer Garner, Jessica Chastain, Eva Longoria et Uzo Aduba. Le casting a encore meilleure allure quand on note également la participation de Serena Williams, de stars du football féminin comme Mia Hamm ou Julie Foudy, ainsi que de l'investisseuse Kara Nortman et Julie Uhrman. Solide composition d'équipe, pour un projet qui permettra à la ligue américaine de compter onze participants.

À l'image de la popularité de la discipline chez les hommes, les femmes ne trouvent pas où se faufiler dans les organigrammes des clubs. Là, Natalie Portman et ses acolytes ne demandent rien à personne et s'allient pour fonder un club qui a pour vocation à servir de tremplin. C'est avec des projets comme ça que le foot féminin pourra s'installer davantage dans l'esprit des gens.

Le système de la ligue américaine permet d'avoir une meilleure visibilité d'entrée que ce qui aurait été possible en Europe par exemple, où il faut débiter par un échelon inférieur avant d'atteindre une première division. Une initiative féministe engagée que l'on va suivre de près.

Quotidien National d'Information
Edité par Sarl NATION EDITION
Capital social de 1000 000,00 DA

Directeur général, Responsable de la Publication

Omar ATTIA

Impression

Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution

Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter ANEP, 1 rue Pasteur Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Mots placés N° 08

8	9	4	10	1	11	4	7		1	2	7	12	11	3	7	7	13	
1	2	1	14	7		1	12	11	8	7	4	10	7		12	14	7	
14	1	2	15	14	1	15		1	15	4		7	3	15	16	15	14	
8	15	7		15	4	17	7	14	4	1	3		7	3		4	1	
9	14	10	15	7		13	15	7	5	3	7	13		3	12		5	
10	7	10	9	4	13		11	14	15	7	2	7	8	7	4	10		
10		7	10		12	4	7		13		14	7	1	11	15	14	1	
7	4		1	19		9	14	7	13	10	7		3	1	14	7	13	
	9	5		1	5	7		5	7	7		1	10	3	1	13		
1	19	1	10	9	3	3	1	6		4	15	3		7		13	1	
2		7	14	14	12	7		22	15	7	13	7		15	8	23	7	14
1		13		14		10	9	4	4	7		23	4	7	12		8	
3		7		2	10	10		7	10	12	22	7		4		20	7	
1	18	18	7		7	2	1		7	14	7	15	4	10	7	7	13	
4	1	14	14	1	10	7	12	14		13	7	4	7		8	12		
5	6	1	13	7	14	11		18		13	7	15	21	7		17		
6	15	2	7	14		4	7	17	3	7	13		11	7	14	5	7	
7	13	9	10	7	14	15	13	8	7		7	18	7	4	15	7	14	

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	V	L	N	C	H	E						
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

Insolite

En Suède, des chevaliers médiévaux pour faire respecter la distanciation sociale

Une croisade contre le Covid-19 : des cavaliers déguisés en chevaliers médiévaux ont été enrôlés par les autorités d'une île suédoise pour faire respecter la distanciation sociale aux touristes.

Vêtus de leur armure complète digne du XIIe siècle et portant une bannière sur laquelle est écrit "Ensemble nous prenons nos responsabilités", huit chevaliers vont veiller au respect des gestes barrières cet été par les touristes visitant l'île de Gotland, dans la Baltique.

«Nous avons trois messages : gardez vos distances, lavez-vous les mains régulièrement et restez chez vous si vous ne vous sentez pas bien», a expliqué à l'AFP Lennart Borg, à l'origine de l'initiative, se félicitant que ses «soldats» attirent beaucoup l'attention, notamment quand ils sont sur leur cheval.

Les cavaliers, qui sont défrayés, travaillent pour la société de reconstitution Torneamentum, qui organise habituellement des tournois de joute chaque été. Or cette année, le tournoi a dû être annulé suite à la pandémie de coronavirus.

Les chevaliers ont fait leur première incursion lundi sur le port de l'île pour souhaiter la bienvenue aux touristes, arrivés en bateau.

Durant les prochaines semaines, ces chevaliers seront attendus à la plage, au centre-ville et à tout autre endroit où



le risque de rassemblement est élevé.

Située dans le sud-est de la Suède, au milieu de la mer Baltique, Gotland est une destination estivale prisée. En 2018, l'île de 58.700 habitants a accueilli un total de 950.000 visiteurs et cette année, à la suite des fermetures des frontières et autres restrictions de voyage pour cause de Covid-19, les Suédois affluent.

Sur la plus grande ville de Gotland, Visby, plane déjà une ambiance médiévale: la cité, membre de la Ligue hansatique, est encerclée par un mur construit entre le XIIIe et XIVe siècle.

Grille muette N° 10

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												
13												
14												
15												

Horizontalement

- 1 Frétillements.2 Pont de paris.- Bruit qui court.3 Sanglant.- Avant les autres.4 Boissons alcoolisées.- Préfixe indiquant une relation avec l'ouïe.5 Pas courants.- Point de vue. 6 Traverse. - Respira. 7 Peinés. - Condition.8 Cheville.- Voie urbaine. 9 Enoues. - Conjonction. 10 Bête. - Juste avant nous.- Hôpital psychiatrique.11 N'ont pas peur.12 Il y en a plusieurs en grammaire.- Attache ses bêtes à son véhicule.13 Vallée envahie par la mer.- Crochet mais pas en boxe.14 Secs.- Mesure chinoise. - En marge d'une copie.15 100sur un jeu de dames.- Raisonnable.

Verticalement

- 1 Clopes.- La peur d'entrer en scène.2 Roue à gorge. - Désagréable.- Exécutera.3 Soulaient.- Seulement.4 De pêche ou pour les courses.- Le début de certaines oeuvres musicales.- Le début de début.5 Durées de vie.- Recouvertes de papiers.6 Degrés.- Partie de la Flandre romane.- Initiales pieuses.7 Être composé. - Places. - Rappeur américain.8 Après ré.- Enrêné.9 Enseignants.- Branché.10 Ville de Belgique.- Elles sont entourées d'eau.11 Élévateurs.- Article arabe.- Règle.12 Possessif.- Patronne des pompiers.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

Mots croisés grille N° 11

Horizontalement

- 1 Prévenus.- Chef-lieu de canton d'Eure et Loire.2 Un chat anglais.- Obtempéré.3 De haute Écosse.- Période de longue durée.4 Veuve indienne. - Têlé. - Attrapé. 5 Portion.- Coup au tennis.6 3eme note de la gamme. - Etonna.7 Possessif.- Bouquinés.8 Erreur.9 Distraire. - Condition.10 Futé.- Avalé.- Repassé.11 Sur la tille. - Perdit ses poils.- Saint dans la manche.- Dans.12 Re-construirais.

Verticalement

- 1 De très beaux coups au tennis.- Devenir sec.2 Unité de puissance.- Pommes.- Flâne.3 Enleva le haut.- Bouleversés.4 Railleries.- Faussa compagnie.5 Les tiens.- Symbole du terbium.- Au bout de la robe.- Note de musique. 6 Conjonction.- Enlevai les bavures.7 Sud ouest. - Fleuve du sud est de la France.8 Qui aime les femmes et les hommes. - Immobilise.- Note de musique.9 En plein milieu de Caen.- Pas beaucoup.- Chef souverain. 10 Contester.- Drap.11 Port brésilien.- Elle est entourée d'eau.12 Beaucoup.- Enzyme.- Avant les autres.

Bordj Bou Arreridj

Décès du jeune plasticien Oussama Gasmî

Le plasticien Oussama Gasmî est décédé, jeudi à Bordj Bou Arreridj, à l'âge de 29 ans des suites d'une crise cardiaque, a-t-on appris de la direction locale de la culture. Le défunt avait été fonctionnaire à la Direction de la culture avant de se consacrer à l'activité libre dans le domaine de l'infographie. Il avait participé à plusieurs expositions locales et nationales avec des œuvres variant entre art abstrait et art réaliste, précise la même source. Il sera inhumé, vendredi après-midi, au cimetière Sidi Betka à Bordj Bou Arreridj, ajoute la même source.

VISA D'ÉTUDES EN FRANCE

L'instruction des demandes se poursuit

Le Consulat général de France à Alger a annoncé ce jeudi 23 juillet 2020, dans un communiqué publié sur sa page Facebook que la réception et l'instruction des demandes de visa d'études se poursuit afin de permettre la délivrance des visas dès l'annonce de la réouverture de la frontière pour les étudiants étrangers en provenance



d'Algérie. « Vous avez déposé une demande de visa de long séjour pour étudier en France auprès du centre VFS Global à Alger et la réponse tarde à venir », indique le Consulat, en rappelant la frontière

LA NATION

SAMEDI 25 JUILLET 2020

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
03:59	12:45	16:43	20:02	21:42

Météo

Alger	● 35	Tizi Ouzou	☁ 34
Tiaret	● 36	Béjaïa	● 31
Constantine	● 35	Oran	☁ 35

Ces derniers sont en conséquence invités à déposer leur demande dès que leur dossier est complet, a conclu le même communiqué.

M'SILA

Un policier tue quatre membres d'une même famille

Un homme a abattu avec une arme à feu quatre (4) membres de sa famille, tôt ce vendredi dans la wilaya de M'sila, a-t-on appris auprès d'une source

sécuritaire. Le drame s'est déroulé dans une maison, au quartier populaire La Rocade, à l'entrée Est de M'sila, a précisé la même source détaillant que le présumé coupable, policier de son état, exerce dans la wilaya d'Annaba. Les victimes seraient, l'épouse du policier, ses parents et son frère, a-t-on noté. La même source a souligné que l'homme s'est rendu, après son forfait, aux services de la police indiquant qu'une enquête a été ouverte et qu'actuellement, elle est mise en cause est soumis à un interrogatoire.

DÉCÈS

L'ancien ministre Lamine Bechichi n'est plus

Le moudjahid et ancien ministre de la Communication Lamine Bechichi est décédé jeudi à l'âge de 93 ans, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidine. Natif de Sedrata, dans la wilaya de Souk-Ahras, le 19 décembre 1927, le défunt était connu notamment à la fois comme compositeur musical, écrivain, homme politique et ministre de la Communication au temps de l'ancien président de la République Liamine Zeroual. L'indépendance nationale acquise, il a été nommé directeur général de la Radio et Télévision algérienne (RTA). Il a été par la suite, entre

1991 et 1995, directeur général de la Radio nationale. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait adressé un message de condoléances à la famille du moudjahid Lamine Bechichi dans lequel il a affirmé qu'"Allah le Tout Puissant a rappelé à lui le défunt Lamine Bechichi et avec ce décès, ô combien amer et douloureux, nous perdons un des plus grands penseurs et hommes de culture de notre pays, un Moudjahid, un journaliste, un intellectuel et un artiste engagé". La dépouille mortelle du défunt a été inhumée hier au cimetière d'El-Alia (Alger).

ÉVOCATION

L'Opep rend hommage au défunt Belaïd Abdesselam



L'Organisation des pays exportateurs de pétrole a rendu hommage au moudjahid et ancien chef du gouvernement Belaïd Abdesselam, décédé le 27 juin dernier, en saluant la contribution "durable" de l'Algérie au sein de l'Opep. "En grande partie, c'est grâce à la direction précoce d'Abdesselam Belaïd

et à son soutien indéfectible à l'Organisation, que l'Algérie a été au fil des années un membre respecté et influent de l'Opep", a souligné l'Organisation dans son dernier bulletin mensuel. A cette occasion, l'Opep est revenue sur le combat du défunt pendant la Guerre de libération nationale en soulignant que "Belaïd Abdesselam était une figure centrale de la lutte de l'Algérie pour son indépendance. Et en tant que jeune ministre de l'Industrie et de l'Energie, il avait jeté les bases de l'adhésion de son pays à l'Opep en 1969". Dans sa contribution à cet hommage, Abdelmadjid Attar, ministre de l'Energie et président de la Conférence de l'Opep a écrit : "L'honorable Belaïd Abdesselam est le père de l'industrie algérienne et surtout celle des hydrocarbures. Il a lutté pour le rétablissement total de la souveraineté sur notre pétrole et les ressources gazières, combat couronné le 24 février 1971, avec la décision de nationaliser ces ressources. "C'était nécessaire pour se préparer et disposer des ressources humaines. Ainsi, il créa

donc peu après l'indépendance des instituts pour former des ingénieurs et des techniciens. " Selon l'Organisation, les liens "étroits" entre l'Opep et l'Algérie ont commencé dès que Belaïd Abdesselam est devenu ministre de l'Industrie et de l'Energie, un poste qu'il a occupé après avoir été PDG de la compagnie pétrolière nationale Sonatrach. Parmi les faits marquants, l'Organisation a cité la participation de l'Algérie à la 11e réunion de la Conférence de l'Opep en 1966 à Vienne en tant qu'observateur, suivie trois ans après par sa demande d'adhésion à l'Organisation en tant que membre à part entière, acceptée unanimement par les pays membres. Pendant le mandat ministériel de Belaïd Abdesselam, l'Algérie avait abrité en 1975 le premier sommet de l'Opep à Alger, une réunion qui avait abouti à la première Déclaration solennelle de l'Organisation. Ce sommet avait aussi jeté les bases de la création du Fonds Opep pour le développement international.

R.N

TERRE-MARS

La Chine lance sa première mission d'exploration de Mars

La Chine a lancé jeudi une sonde pour Mars transportée par la fusée Longue Marche-5 depuis le Site de lancement spatial de Wenchang, dans la province insulaire de Hainan (sud de la Chine). La sonde n'arrivera pas avant 2021. Elle devra d'abord effectuer en quelque sept mois le long trajet Terre-Mars. La distance varie mais est au minimum de 55 millions de kilomètres – soit 1.400 fois le tour du monde. Ambitieux, la Chine espère faire lors de cette première tentative indépendante presque tout ce que les Etats-Unis ont réalisé en plusieurs missions martiennes depuis les années 1960. C'est-à-dire placer

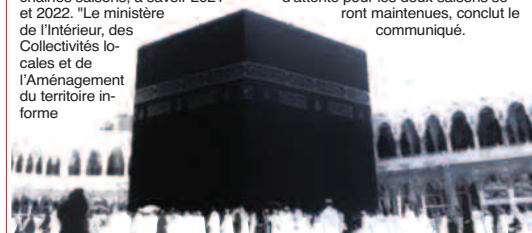
une sonde en orbite, poser un atterrisseur sur Mars, puis en faire sortir un petit robot téléguidé afin qu'il mène des analyses à la surface. La mission a été nommée "Tianwen-1" ("Questions au ciel-1") en hommage à un poème de la Chine ancienne qui traite d'astronomie. La Chine a déjà une expérience en la matière, puisqu'elle a fait rouler deux petits robots sur la Lune, avec les "Lapins de jade" 1 et 2 – déposés respectivement en 2013 et 2019. Le géant asiatique prévoit par ailleurs d'assembler une grande station spatiale d'ici 2022. Et il espère envoyer des hommes sur la Lune d'ici une dizaine d'années.

SAISONS DU HADJ 2020 ET 2021

Les autorités rassurent les lauréats du tirage au sort

Le ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire a rassuré jeudi dans un communiqué tous les citoyens lauréats du tirage au sort des deux saisons du Hadj 2020 et 2021 que les listes seront maintenues pour les deux prochaines saisons, à savoir 2021 et 2022. "Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire informe

l'ensemble des citoyens lauréats du tirage au sort pour les deux saisons du Hadj 2020 et 2021 que les listes au titre de la saison 2020 seront maintenues pour la saison 2021 et celles au titre de la saison 2021 pour l'année 2022", précise la même source. En outre, les listes d'attente pour les deux saisons seront maintenues, conclut le communiqué.



Décès du moudjahid Dahlouk Ali dit Lemnaouar

Le moudjahid Dahlouk Ali dit Lemnaouar est décédé à l'âge de 78 ans, a-t-on appris, jeudi, du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit. Né en 1924 dans la commune de Ouammî (wilaya de Médéa) où il a grandi au sein d'une famille conservatrice, le défunt figure parmi les premiers moudjahidine qui ont rejoint le maquis lors de la Glorieuse guerre de libération nationale. Suite à la mort de son père, tombé au champ d'honneur en 1957, et la blessure de sa mère qui fut torturée par l'armée coloniale, le moudjahid, à peine âgé de 15 ans, a rejoint l'ALN dans la zone 2 de la 3ème région de la wilaya IV historique où il a intégré la Katiba Hamdania et la brigade du commando Si Hamdane, laquelle a joué un rôle prépondérant dans les opérations armées contre l'ennemi dans ladite wilaya historique. Après l'indépendance, le défunt a occupé plusieurs postes de responsabilité dans l'Etat, dont celui de wali de la wilaya de Tiaret. Au terme de sa carrière professionnelle, il a rejoint l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) en tant que secrétaire national et a exercé la profession d'avocat.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

1065 morts durant les cinq premiers mois de 2020

Au total, 1065 personnes ont trouvé la mort et 9708 autres ont été blessées dans 7216 accidents de la route survenus durant les cinq premiers mois de l'année 2020 au niveau des zones urbaines et rurales à travers le territoire national, indique jeudi un

bilan de la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR). La même source a précisé, que comparativement à la même période de l'année 2019, il a été constaté une baisse dans le nombre des décès (-21,37%), des blessés (-26,47%) et des accidents (-24,69%).